



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2754  
14 mai 2021  
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

# LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal  
d'Arlette Laguiller

## Brevets sur les vaccins: à bas la propriété privée capitaliste!



« Libérez les vaccins », à Washington, le 9 mai.

SHAWN T HEW EPA

**Mort d'un policier**  
Démagogie  
et récupération  
politique

Page 3

**10 mai 1981**  
Mitterrand élu,  
la classe ouvrière  
dupée

Page 10

**Algérie**  
Le monde  
du travail  
face à la crise

Page 16

**Leur société**

- RSA jeunes : mépris gouvernemental 3
- Climat : on brasse du vent au sommet de l'État 3
- Mort d'un policier : récupération politique 3
- Mitterrand - Hollande : lourde hérédité 4
- PCF : les soucis des militants et ceux de l'appareil 4
- "Plus jamais ça" : changer le système, mais comment ? 4
- Esclavage : une abolition conquise par la lutte 5
- Féminicide de Mérignac : l'indifférence des autorités 5
- Armée : des officiers prêts pour la répression 5
- Marins-pêcheurs : hors la fraternité, point de chalut ! 6
- Massacre de Sétif : le gouvernement français se défile 6
- Électricité : en vert et contre tout 6
- Droite : entre le Macron et l'enclume 7
- Saint-Gobain/Mutares : deux capitalistes ne font pas Lapeyre 7
- Lycée Victor Hugo 7

**Dans le monde**

- Israël-Palestine : violence colonialiste 8
- Afghanistan : le massacre des écolières 8
- Espagne : le succès d'une droite démagogue 8
- Colombie : face à la mobilisation populaire, le président recule 9
- Brésil : la guerre aux pauvres à Rio 9
- Algérie : crise sociale et réactions des travailleurs 16

**Dans les entreprises**

- Medef et assurance chômage 11
- RATP 11
- Aperam - Geugnon 11
- SGD Pharma - Sucy-en-Brie 12
- Renault 13
- PSA - Douvrin 13
- Travailleurs des restaurants 14
- SNCF - Paris Saint-Lazare 14
- Hilti - Magny-les-Hameaux 14
- La Poste - Lille 15
- Airbus - Toulouse 15

**Il y a quarante ans**

- 10 mai 1981 : Mitterrand à l'Élysée, les travailleurs dupés 10

**Élections régionales**

- La liste Lutte ouvrière en Nouvelle-Aquitaine 16

# Brevets sur les vaccins : à bas la propriété privée capitaliste !

En se disant favorable à la levée du monopole sur les brevets des vaccins anti-Covid, de façon à pouvoir élargir leur production, Joe Biden a créé la surprise. Jusqu'à présent, l'administration américaine avait écarté cette possibilité, tout comme les dirigeants européens. Dans un récent vote au Parlement européen, les députés de LREM, de droite et du RN s'y étaient formellement opposés. Et voilà que le président américain prend tout le monde à contre-pied !

Macron, qui avait abandonné l'idée de transformer les vaccins en « biens communs », se trouve doublé sur sa gauche, du moins en paroles. Cela a réjoui Jean-Luc Mélenchon, Fabien Roussel du PCF et Anne Hidalgo, qui ont chaleureusement applaudi l'annonce de Biden.

*L'Humanité* a même écrit que Biden est prêt à « limiter l'empire et les profits des très puissants monopoles pharmaceutiques américains, pour privilégier la santé et la vie sur toute la planète ». Heureusement que le ridicule ne tue pas !

Biden est le président de la première puissance impérialiste du monde, cela en fait le représentant par excellence des intérêts de la classe capitaliste. Ce n'est certainement pas « la santé et la vie sur la planète » qui le préoccupent, ce sont les affaires de la bourgeoisie ! Si Biden avait voulu se porter au secours de l'Inde, qui est plongée dans une situation dramatique, avec 4 000 morts recensés chaque jour, et bien plus en réalité, il n'aurait pas refusé toute exportation de vaccins et de matières premières, comme il le fait depuis qu'il est arrivé au pouvoir.

L'annonce de la Maison-Blanche est tout sauf désintéressée. Son problème, qui est celui de tous les dirigeants de la planète, est de créer les conditions d'une reprise des affaires et des échanges internationaux. C'est impossible tant que la pandémie fait rage dans les autres pays et que l'on reste sous la menace de variants. C'est pourquoi les dirigeants de la planète cherchent le moyen de vacciner la population mondiale.

À côté de cela, plus d'un million et demi de femmes et d'hommes continueront de mourir chaque année de tuberculose, maladie que l'on sait pourtant guérir. Des centaines de milliers d'autres mourront de malnutrition, des conséquences des guerres engendrées par l'ordre social capitaliste, par le pillage et l'exploitation, défendus par les grands de ce monde.

Ni Biden ni aucun chef d'État ne mettra le couteau sous la gorge des multinationales pharmaceutiques. S'il y a effectivement une levée exceptionnelle de ces brevets, elle sera dûment négociée et indemnisée. C'est dire que la vaccination mondiale n'est pas pour demain.

En attendant, chaque semaine et chaque mois de retard pris dans la vaccination font des dizaines de milliers de morts supplémentaires de par le monde. Alors, que les dirigeants de gauche en soient à se féliciter de l'annonce de Biden montre qu'ils sont tombés bien bas.

Les laboratoires ont déjà fait plus que leur beurre. Pfizer va, par exemple, réaliser plus de 26 milliards de dollars dans la vente de vaccins en 2021 avec une rentabilité qui fait rêver tous les capitalistes. Il envisage même d'augmenter le prix de son vaccin !

Les labos engrangent ces superprofits parce qu'ils ont, au travers des brevets, privatisé le fruit du labeur collectif et des investissements publics. Ils se sont approprié les découvertes des chercheurs et le travail des salariés.

C'est ainsi que s'est établi et consolidé le monopole des groupes capitalistes sur tous les grands moyens de production, des grands groupes automobiles aux géants de la banque, en passant par les chaînes de distribution.

L'appropriation des vaccins jette une lumière crue sur ce qu'est le capitalisme : un système où une minorité d'actionnaires détient un pouvoir dictatorial sur nous tous. Il s'agit du fonctionnement habituel de la société.

La minorité capitaliste détient le pouvoir d'embaucher ou de licencier, le pouvoir d'ouvrir ou de fermer une usine, d'organiser le travail, les horaires, les cadences. C'est aussi un immense pouvoir sur la vie des travailleurs et de l'humanité, et c'est parfois un pouvoir de vie ou de mort.

Les politiciens, qui s'arrêtent devant la propriété privée capitaliste et le pouvoir qu'elle confère à une poignée de parasites, ne représentent pas les intérêts des travailleurs et de la population. Rien ne justifie que les travailleurs s'inclinent devant la domination de cette classe bourgeoise. Il faut qu'ils se sentent légitimes à la contester, et qu'ils réalisent qu'ils ont la force collective de la renverser, car ce sont eux qui font tout fonctionner.



Les hôpitaux totalement débordés en Inde.

## RSA jeunes : mépris gouvernemental

La majorité et la droite à l'Assemblée nationale ont rejeté, jeudi 6 mai, l'idée d'un RSA jeunes. Cette proposition de loi, ouvrant le bénéfice du revenu de solidarité active à partir de 18 ans au lieu de 25, émanait du député LFI François Ruffin, et était soutenue par les socialistes et les communistes.

Les opposants à la création d'un RSA jeunes n'ont pas cherché à apporter de solution à la situation des jeunes, devenue dramatique avec la crise sanitaire. En effet beaucoup affluent dans les file d'attente des banques alimentaires et des cantines du Crous qui gère en particulier les restaurants universitaires pour bénéficier du repas à un euro. Les moins de 26 ans représentent la moitié de ceux qui sont venus aux Restos du cœur cet hiver. Les petits boulots, comme les extras dans la restauration, les emplois saisonniers dans les stations de vacances ou le baby-sitting, seules sources de revenu de nombreux

étudiants boursiers ont disparu. Des stages rémunérés ou des postes en alternance ont été annulés avec les fermetures d'entreprises. Très peu de jeunes ont accès aux allocations chômage, et les moins de 25 ans n'ont pas le droit de toucher le RSA, sauf dans certains cas restrictifs.

Parmi ceux qui ont exprimé leur hostilité à un RSA jeunes, la ministre du Travail, Élisabeth Borne, a affirmé : « Nous avons mieux à proposer aux jeunes : la généralisation de la garantie jeunes à toutes celles et ceux qui en ont besoin. » Il s'agit d'une prime d'un montant maximum de 500 euros, accordée pour une durée de douze à dix-huit mois.



Distribution de nourriture pour les étudiants à Lyon.

Vraiment pas de quoi garantir un avenir à la jeunesse ! Autre opposant déclaré, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, s'est contenté de déclarer : « À 18 ans, ce qu'on veut, c'est un travail ». Mais son gouvernement ne crée aucun emploi, alors que dans les hôpitaux et dans les écoles il y aurait urgence à le faire. Il laisse en même temps toute liberté au

patronat pour en supprimer à la pelle, tout en détruisant lui-même des emplois publics

Nombre d'opposants au projet de RSA jeunes ont osé déclarer qu'ils ne voulaient pas « encourager l'oisiveté », mais proposer un autre avenir à la jeunesse que de dépendre d'une aide sociale. Mais ils n'ont rien à proposer d'autre que ce genre de

déclarations méprisantes, et leur politique se résume à laisser les jeunes se débrouiller comme ils peuvent pour survivre.

Pour avoir un autre avenir et imposer le droit à vivre d'un travail avec un salaire correct, les jeunes n'ont rien à attendre de ces politiciens au service d'une minorité de profiteurs.

**Joséphine Sina**

## Climat : on brasse du vent au sommet de l'État

Au lendemain des manifestations protestant contre le peu d'ambition du gouvernement dans la lutte contre le réchauffement climatique, le Sénat examinait un projet de loi constitutionnelle donnant éventuellement lieu à référendum.

Quand Emmanuel Macron avait promis, il y a un an, de reprendre « sans filtre » les propositions de la Convention citoyenne pour le climat, il savait parfaitement qu'il n'allait pas engager de combat contre les grandes entreprises qui décident quoi produire et comment le produire, en fonction des intérêts financiers de leurs actionnaires, quoi qu'il en coûte à la planète et à ses habitants.

Sachant que l'électorat soucieux de l'environnement serait déçu, le président avait alors brandi un gadget : inscrire dans la Constitution qu'elle « garantit la préservation de l'environnement et de la diversité biologique et lutte contre le dérèglement climatique ».

Cette phrase ne freinera

pas plus le réchauffement climatique que lorsque Chirac avait introduit une charte de l'environnement dans le préambule de la Constitution, en 2004. Mais, si Macron pouvait organiser un référendum sur ces quelques mots sans aucune retombée pratique, cela aurait pour lui deux avantages : il passerait pour un démocrate, et poserait un problème à ses adversaires ne voulant ni l'approuver lors d'un scrutin, ni paraître se moquer du climat.

Or, pour qu'un tel référendum soit organisé, il faut que l'Assemblée, dominée par La République en marche, et le Sénat, dominé par Les Républicains, votent le même texte de loi, au mot près. Les sénateurs de droite ne veulent évidemment pas

faire de cadeau à Macron, surtout à un an de l'élection présidentielle. Au nom d'arguties sur le verbe « garantir », qu'ils voudraient remplacer, ils n'ont pas voté en l'état le texte de l'Assemblée.

Adieu donc le référendum, comme Macron pouvait s'en douter dès le début de sa manœuvre, l'important étant d'en rejeter la faute sur la droite et, en comparaison, de passer pour un défenseur de l'environnement.

Pendant que les hautes sphères du pouvoir sont occupées à ces petits jeux politiques, les capitalistes continuent à diriger l'économie au mépris de l'environnement et des besoins de la population, comme à leur habitude.

**Lucien Déroit**



La manifestation pour le climat à Strasbourg.

## Mort d'un policier : récupération politique

Le 5 mai, à Avignon, un policier a été froidement assassiné par un trafiquant de drogue lors d'une intervention comme il y en a tous les jours.

Ces circonstances banales, l'idée que cela pourrait arriver à chacun d'entre eux, ont soulevé l'émotion des policiers, mais d'autres s'en sont servi.

Les politiciens de droite, d'extrême droite et du gouvernement se sont jetés sur l'occasion pour exiger ou promettre une répression féroce. Le président LR de la région Paca, Renaud Muselier, a exigé la perpétuité

incompressible pour les tueurs de policiers. Son collègue Damien Abad, chef des députés LR, a demandé le réarmement pénal, et le dirigeant de Debout la France, Dupont-Aignan, prône la guerre totale aux voyous. Macron, son Premier ministre et son ministre de l'Intérieur y sont allés de leurs commentaires habituels, salut aux policiers, promesse de justice

implacable, décoration posthume... Les médias ont diffusé des images de la manifestation des policiers, et les plus racoleurs ont multiplié les émissions sur ces quartiers où les dealers font la loi.

Devant cet assassinat, devant la réalité du trafic et de la consommation de drogue envahissant et pourrissant la vie des quartiers populaires, le chœur politique entonne une fois de plus l'air de la répression.

Davantage de police, de

prisons, de matraques et pourquoi pas de bavures, devrait donc, disent-ils, résoudre ces problèmes. Mais il n'en sera rien.

L'emprise que les trafiquants parviennent à exercer sur certains lieux, la brutalité croissante dont ils font preuve dans leurs guerres, comme envers la population et contre la police, sont une manifestation de la décomposition générale de la société. Les exigences répressives des syndicats de police, la façon dont les ministres

vont au-devant d'eux en sont une autre. Elles démontrent l'emprise croissante de l'extrême droite dans les corps de répression et le fait que les politiciens, y compris à gauche, cèdent devant elle.

Devant la misère croissante et toutes ses conséquences, l'État propose de taper plus fort sur tout ce qui bouge. Cela aussi fait partie d'un pourrissement général, dont certains politiciens font leur miel.

**Paul Galois**

# Mitterrand - Hollande : lourde hérédité

**Le quarantième anniversaire de l'élection de Mitterrand a donné à François Hollande l'occasion de multiples tribunes.**

De micro en micro, l'ancien président est allé célébrant les victoires électorales de la gauche, les réformes qui auraient selon lui changé la vie de millions de personnes, le bilan des gouvernements socialistes et, surtout, la conviction que tout est encore possible pour sa coterie politique à la prochaine élection présidentielle.

Manifestement le deuxième président socialiste de la V<sup>e</sup> République est content de lui, serein quant au passé, optimiste pour l'avenir. Pourtant Hollande et ses amis politiques ont une responsabilité écrasante dans la situation présente. Les quarante années écoulées ont vu une croissance

continue du chômage, une pression accrue sur les travailleurs, l'apparition de poches de misère dans les quartiers populaires. Cela s'est fait sous les yeux de la gauche, et sous sa responsabilité lorsqu'elle était aux affaires. Mais l'ex-président péroré tout de même aujourd'hui sur la protection qu'il aurait apportée aux travailleurs.

Le monde est ravagé par les guerres et les massacres, dans lesquels l'armée, l'industrie et la diplomatie françaises prennent leur part. Mais Hollande n'a rien à dire, même pas sur le génocide rwandais, où pourtant la responsabilité directe de Mitterrand a été écrasante.

Les préjugés réactionnaires et leurs expressions politiques ou religieuses se sont répandus dans les classes populaires, alors même que la gauche prétendument progressiste, généreuse et amie de la raison était au pouvoir. Chacun de ses épisodes gouvernementaux s'est finalement conclu par une progression lepéniste, et à chaque fois la gauche a masqué sa responsabilité. Hollande le fait encore aujourd'hui, alors même que son quinquennat s'est achevé par une série de déroutés électorales et plus de dix millions de voix pour Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2017.

Pour finir, le successeur de Mitterrand prodigue à la gauche sa recette miracle pour qu'elle soit en état de



Les sidérurgistes de Neuves-Maisons, en Lorraine, manifestent le 20 mars 1984.

gagner la prochaine présidentielle. Elle se résume à savoir trouver l'homme providentiel, et il n'est pas besoin d'avoir l'oreille bien fine pour comprendre que Hollande lui-même pourrait se considérer comme tel.

Mentir sans frémir, servir le patronat sans mollir, faire le lit de la réaction puis, vêtu de probité candide et de lin blanc, redemander les suffrages populaires : Hollande est digne de son modèle.

**Paul Galois**

## PCF : les soucis des militants et ceux de l'appareil

**Clos le dimanche 9 mai, le résultat du vote des militants du PCF a donné une très large majorité en faveur d'une candidature indépendante de leur parti à l'élection présidentielle de 2022 et a désigné son secrétaire national, Fabien Roussel, pour l'incarner.**

Quinze ans après la candidature de Marie-George Buffet, la dernière fois où le PCF s'était présenté seul, les militants ont donc approuvé l'idée de faire campagne pour leur propre candidat. Pour une partie d'entre eux, c'est sans doute en réaction contre la personne de Mélenchon, qu'ils avaient soutenu en 2012 et en 2017, mais aussi contre la façon dont il avait utilisé les

forces militantes du PC sans que celui-ci en tire grand-chose de positif. Beaucoup de militants ressentent aussi, dans cette période de crise, l'urgence de répondre aux attaques subies par les travailleurs.

Dans les quartiers populaires et les entreprises, des militants se sont réjouis d'entendre Roussel revendiquer d'être le « *candidat du monde du travail* » et

de la « *remise en cause de la domination du capital* ». Mais quelques paroles radicales ne garantissent pas le maintien de leur candidat jusqu'au bout. Les diverses moutures d'union de la gauche et de programme commun n'ont elles-mêmes pas été avares de formules contre les puissants ou d'appels à la rupture avec la logique capitaliste. Mélenchon, pour La France insoumise (LFI), a d'ailleurs adressé un message aux votants du PCF, pour les appeler à ne pas rompre l'alliance afin de « *s'unir face au capitalisme délirant* ».

Le Parti communiste a depuis longtemps intégré les institutions. Son existence est étroitement liée aux postes détenus par ses élus, des communes aux régions en passant par la Chambre des députés et le Sénat. Pour les conserver, les alliances conclues avec d'autres partis de gauche et le partage des circonscriptions sont indispensables. LFI le prend en compte lorsqu'elle assortit son appel à l'unité d'une proposition « *d'accord législatif avant l'élection présidentielle* ». Et c'est sans doute ce qui pèsera le plus dans les débats

publics comme dans les tractations privées, pour savoir ce que deviendra finalement la candidature de Roussel.

Après bien des variantes d'union de la gauche dont ils ont dû assumer les trahisons et les attaques contre les travailleurs, après les candidatures d'un Mélenchon prompt à utiliser leurs efforts militants pour mieux les mépriser ensuite, les militants du PC attachés à l'existence politique indépendante de leur parti risquent d'avoir bien d'autres couleuvres à avaler.

**Nadia Cantale**

## “Plus jamais ça” : changer le système, mais comment ?

**La CGT, Greenpeace, Attac, et une vingtaine d'autres organisations, réunies dans le collectif Plus jamais ça, ont publié le 7 mai un texte intitulé *Pas d'emplois sur une planète morte*, avec une série de propositions censées répondre aux « *urgences sociales et environnementales* ».**

On retrouve dans ce texte toutes les vieilles lunes de la gauche réformatrice, comme la revendication d'une taxe sur les transactions financières, l'exigence d'une lutte plus sévère contre l'évasion fiscale... La démarche de ses rédacteurs se résume à exiger du gouvernement qu'il prenne de « *bonnes* » mesures et qu'il encourage la création d'emplois considérés comme étant « *d'utilité sociale et écologique* », notamment en versant des subventions.

Ce collectif Plus jamais

ça propose donc en fait de poursuivre la politique menée depuis des années par tous les gouvernements,



Manifestation pour le climat à Saint-Brieuc.

consistant à verser au patronat des aides de toute forme et sous toute sorte de prétextes, que ce soit l'emploi ou la préservation du climat. Les entreprises empochent les aides publiques, sans rendre de comptes sur leur utilisation, sans que cela les ait jamais empêchées de

licencier ou de polluer. Il est complètement illusoire d'attendre d'États totalement au service du grand patronat qu'ils lui imposent quoi que ce soit.

Pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre, les auteurs de ce texte préconisent une réduction des échanges mondiaux, en relocalisant des industries. C'est poursuivre l'illusion que le renforcement des frontières pourrait protéger les emplois des travailleurs et améliorer le climat. Le Pen ne dit pas autre chose ! Pour faire bonne mesure, le texte évoque aussi la nécessité de mettre en œuvre une « *planification écologique* ». Mais quel sens peut bien avoir ce mot, sans remise en cause du

pouvoir des capitalistes sur l'économie, sans même évoquer sa nécessité ?

Une véritable planification à l'échelle internationale est nécessaire, non seulement pour l'écologie, mais pour en finir avec toutes les aberrations du fonctionnement économique actuel. Elle n'est possible que si les travailleurs imposent leur contrôle sur tous les rouages de l'économie, en expropriant les capitalistes. C'est une fois débarrassée de la course au profit imposée par une minorité que l'humanité pourra produire en fonction des besoins de tous et en tenant compte des capacités, des ressources, et du nécessaire respect de l'environnement.

**Charles Legoda**



Dessalines, à la tête de l'armée des esclaves haïtiens, chasse les troupes napoléoniennes (tableau d'Ulrick Jean-Pierre).

## Esclavage : une abolition conquise par la lutte

Emmanuel Macron a commémoré lundi 10 mai l'abolition de l'esclavage. La cérémonie, qui a lieu tous les ans à cette date depuis 2006, a été instaurée dans le prolongement de la loi Taubira, qui avait déclaré en 2001 la traite et l'esclavage crimes contre l'humanité.

Si cette journée permet d'évoquer les horreurs de la traite négrière, elle n'est pas faite pour rappeler ce qui peut servir aux exploités d'aujourd'hui : le fait que les esclaves ont conquis cette abolition par la lutte.

La date officielle de l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises est le 27 avril 1848. C'est ce jour-là que Victor Schœlcher, l'un des principaux abolitionnistes français, signa le décret y mettant fin. Mais la lutte des esclaves pour leur libération avait commencé bien avant.

En réalité, les esclaves n'ont jamais accepté leur asservissement. L'empoisonnement des maîtres, l'incendie des plantations et la constitution de républiques d'évadés, les « marrons », furent longtemps la terreur des propriétaires. L'explosion générale survint à Haïti, qui était alors

la riche colonie française de Saint-Domingue. C'est en effet dans les îles à canne à sucre des Antilles que s'est forgée la fortune de la bourgeoisie française et qu'est née la richesse des ports de traite négrière comme Nantes ou Bordeaux, dans des plantations où les planteurs clouaient au sol les esclaves rebelles pour les fouetter à mort. Cette continuité entre la bourgeoisie actuelle et ses ancêtres esclavagistes, les représentants actuels de la bourgeoisie française se gardent bien de l'évoquer.

L'esclavage fut aboli une première fois dans les colonies françaises le 4 février 1794, au point culminant de la Révolution française, abolition qui devait autant au désir des membres de la Convention de s'appuyer sur les esclaves contre les troupes anglaises, qu'à l'œuvre des abolitionnistes.

Mais, lorsque Napoléon tenta de restaurer l'esclavage en 1802, son armée fut balayée d'Haïti par celle des esclaves. En Guadeloupe en revanche, les troupes de Napoléon réussirent à reconquérir l'île, en massacrant 600 esclaves révoltés.

Après la révolte d'Haïti, les jours de l'esclavagisme étaient comptés, et les puissances qui en usaient dans les îles sucrières durent bon gré mal gré envisager de continuer l'exploitation sous d'autres formes. L'esclavage fut aboli dans tout l'Empire britannique en 1834, à la suite d'une révolte en Jamaïque. En France, il fallut attendre la révolution de février 1848 et la présence d'abolitionnistes au Gouvernement provisoire qui dirigea le pays jusqu'en mai. Et encore, les esclaves de Guadeloupe et de Martinique durent se mobiliser pour garantir que le décret soit appliqué et éviter tout retour en arrière.

Pour tous ceux qui luttent contre l'exploitation capitaliste, c'est de ce combat qu'il importe aujourd'hui de se souvenir.

Daniel Mescla

## Féminicide de Mérignac : l'indifférence des autorités

Après la mort à Mérignac le 4 mai d'une femme de 31 ans tuée par son mari, Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministère de l'Intérieur, s'est empressée de dédouaner le gouvernement de toute responsabilité.

« Nous avons considérablement augmenté les moyens humains et financiers pour mieux protéger les femmes ! », a déclaré Schiappa, après avoir félicité la police pour son intervention au moment du drame, en ajoutant : « N'oublions pas que le coupable, c'est le meurtrier avant tout. »

Cet homme de 44 ans, qui a tué de sang-froid une mère de trois enfants, est bien sûr coupable. Mais cela n'exonère pas pour autant les services de l'État, que défend Marlène Schiappa. La victime avait porté plainte à plusieurs reprises, avait fait condamner son mari pour violence conjugale. Elle a de nouveau porté plainte le 15 mars, alors que son mari avait tenté de l'étrangler. Pourtant, rien n'a été fait, la police n'a nullement agi. Le mari disposait d'armes qui ne lui ont pas été retirées. Aucune perquisition n'a été réalisée à sa sortie de prison et il ne

bénéficiait d'aucun suivi psychologique.

Les associations féministes ont donc raison de dénoncer l'hypocrisie de Marlène Schiappa qui a, dès le début, remercié les policiers pour leur engagement. Elle prétend avoir augmenté les moyens humains, avoir œuvré pour la formation des policiers en matière de lutte contre les violences conjugales. Mais tout ce que le gouvernement a créé ces dernières années, c'est un numéro vert. Les associations exigent en vain des moyens en nombre suffisant pour créer des structures d'accueil pour les femmes victimes de violences, du suivi psychiatrique ou psychologique pour les hommes violents.

Toutes ces revendications sont bien légitimes, et l'absence de réponse du gouvernement montre, malgré ses discours, son indifférence à l'égard de ces questions.

Aline Urbain



## Armée : des officiers prêts pour la répression

Une nouvelle tribune écrite par des militaires d'active, mais restant anonymes, a été mise en ligne par Valeurs actuelles, dont le numéro du 6 mai est paru avec ce gros titre en une : « L'armée peut-elle sauver la France ? »

Cette seconde pétition est adressée aux président, ministres, parlementaires et généraux, et se termine sur l'exhortation « Agissez ! » L'hebdomadaire d'extrême droite continue ainsi une campagne de pression sur le gouvernement, annonçant

fièrement plus de cent mille signatures.

Écrivant « La guerre civile couve en France. Si [elle] éclate, l'armée maintiendra l'ordre, parce qu'on le lui demandera », ces officiers, qui réclament de la « confiance dans l'institution militaire », rappellent

qu'ils sont disponibles pour la répression. La répression contre qui? L'ennemi est désigné : « Nous avons connu l'opération Sentinelle. Nous y avons vu de nos yeux les banlieues abandonnées, les accommodations avec la délinquance. » Ce sont donc les quartiers populaires et leur population ouvrière qui sont visés. Au passage, la grande bourgeoisie est absoute de sa responsabilité dans la destruction des emplois par millions,

la montée du chômage et de la misère qui délitent la société.

Ces officiers disent se préparer à une offensive contre l'intégrisme islamiste. La « lutte contre le terrorisme » est depuis longtemps un prétexte commode pour tous ceux qui appellent au rétablissement de l'ordre.

Ces militaires mettent aussi en avant les sales guerres qu'ils ont menées en Afghanistan, au Mali, en Centrafrique ou

ailleurs. Au fond, ils se rattachent ouvertement à ce qui est une tradition historique de l'armée française : les républicains du 19<sup>e</sup> siècle ont rappelé l'armée des guerres coloniales pour massacrer les ouvriers insurgés à Paris en juin 1848 ou lors de la Commune en 1871.

Visiblement, ces militaires connaissent leurs traditions : celles de fusilleurs de travailleurs.

Lucien Détrioit

# Marins-pêcheurs : hors la fraternité, point de chalut !

**Jeudi 6 mai, la Royal Navy britannique a envoyé deux patrouilleurs dans les eaux de Jersey, une des îles anglo-normandes, pour surveiller quelques dizaines de chalutiers français regroupés à l'entrée du port. La gendarmerie française avait elle aussi dépêché un patrouilleur armé.**

Des deux côtés du Channel, à en croire les plus excités, on se dirigeait vers le match retour de Trafalgar.

Les pêcheurs français manifestaient devant la mauvaise volonté évidente mise par les autorités de Jersey à leur délivrer les licences de pêche nécessaires depuis le Brexit, la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne. Les îles de Jersey et Guernesey, bien que situées entre la Normandie et la Bretagne, sont un territoire britannique et donc désormais interdites aux pêcheurs européens, sauf autorisation

particulière. Le traité de l'Union européenne avec la Grande-Bretagne prévoyait, selon les négociateurs, d'accorder largement ces autorisations, car les pêcheurs de la Manche, français, belges ou néerlandais, fréquentent depuis toujours les eaux britanniques. Et où donc pourraient-ils pêcher, sinon ?

Mais le Premier ministre britannique, Boris Johnson, avait laissé entendre qu'il réserverait les eaux britanniques aux pêcheurs de son pays. Etant de plus en campagne électorale, Johnson n'était pas mécontent que ses fonctionnaires



Bateaux de pêche français devant le port de Saint-Hélier, à Jersey, le 6 mai.

n'accordent les licences que très lentement, poussant les pêcheurs français à manifester leur colère. Les choses ont même très précisément coïncidé, puisque les pêcheurs ont manifesté

devant Jersey le jour du vote, permettant à Johnson de montrer sa détermination en même temps que ses patrouilleurs.

Le gouvernement français n'a pas voulu être en reste. Alors que depuis des décennies les autorités organisent le déclin de la petite pêche, cette fois-ci il a pu se montrer à peu de frais du côté des marins, en faisant sortir un patrouilleur. La ministre de la Mer, Annick Girardin, a même menacé de couper le courant à Jersey, puisque le câble vient évidemment du sol français. Et pourquoi pas organiser le

blocus, tant qu'elle y est ?

Le mode de vie et les ressources de milliers de travailleurs de la mer sont menacés par ces stupidités politiques et ces frontières ridicules. Pire encore, les gouvernements, pour des raisons de basse propagande, dressent les travailleurs les uns contre les autres et poussent les feux du nationalisme le plus étroit. Mais où donc sont les frontières entre Roscoff, Saint-Hélier et Granville, et comment distinguer un maquereau anglais d'un maquereau français ?

Paul Galois

## Massacre de Sétif : le gouvernement français se défile

**Le 8 mai dernier, des manifestations ont eu lieu dans les villes de Kherrata, Guelma et Sétif, en Algérie, à l'occasion de la Journée de la mémoire décidée il y a un an par le président Abdelmadjid Tebboune.**

Quelles que soient les intentions politiques de ce dernier, cette journée est un hommage aux milliers de victimes de la répression exercée dans le Constantinois par la police et l'armée coloniales françaises, pendant et après les manifestations du 8 mai 1945 dans ces villes.

Du côté du gouvernement français, son ambassadeur a été envoyé à la cérémonie déposer une

gerbe au nom de Macron. Mais la formule tweetée par un autre officiel, «*Deux visages de la France, deux pages de notre histoire qu'il faut toutes deux regarder en face*», évite soigneusement d'admettre la responsabilité du colonisateur, se contentant de mettre en parallèle les manifestations de 1945 ayant fêté la victoire des Alliés et la répression à Sétif.

Or la réaction du pouvoir colonial de l'époque

aux slogans pour l'indépendance, qui retentissaient dans les manifestations du 8 mai 1945 en Algérie, fut à Sétif d'arracher le drapeau du parti pour l'indépendance, le PPA, que portait le jeune Saal Bouzid, avant de le tuer. Ensuite, ce furent les massacres perpétrés par les autorités et les milices européennes qu'elles avaient armées, puis les bombardements des villages de la région, sans compter les exactions des légionnaires. Au total, 45 000 victimes tombèrent, tuées par un pouvoir réprimant les légitimes espoirs d'une population opprimée ayant subi plus de cent ans de colonisation.

Macron hésite d'autant plus à reconnaître officiellement ces crimes coloniaux de la bourgeoisie française que sa campagne électorale le conduit à ménager les susceptibilités des plus réactionnaires des électeurs potentiels, et même des nostalgiques du «*bon vieux temps des colonies*».

Viviane Lafont



Après la manifestation à Sétif, le 8 mai 1945.

## Électricité : en vert et contre tout

**Cela dure depuis des années : le réchauffement climatique entraîne le réchauffement de la publicité. Toutes ou presque toutes les compagnies vendeuses d'électricité proposent de « l'électricité verte », et parfois uniquement celle-là.**

«*Achetez donc de l'électricité 100 % renouvelable !*» La plupart des vendeurs déclarent, en lettres minuscules en bas de leur publicité, qu'elles injectent autant d'électricité verte qu'elles en vendent.

En réalité, l'électricité verte, à proprement parler, n'existe pas. Historiquement, la toute première production d'électricité était hydraulique. Elle date de 1878 à Grenoble, et personne ne songeait à l'époque à la qualifier de verte. Aujourd'hui, ceux qui achètent de l'électricité, c'est-à-dire quasiment tout le monde, et quel que soit le fournisseur, achètent évidemment exactement la même, partout dans le pays. Il n'y a pas de câbles distincts pour transporter l'électricité prétendument verte. Tout est mélangé et, jusqu'à présent, personne n'a encore réussi à peindre les électrons de couleurs différentes!

En France, en 2019,

chaque client, quel que soit son fournisseur, recevait une électricité d'origine à 70 % nucléaire, à 11 % hydraulique, à 7,1 % venant de centrales thermiques à gaz, et seulement à 6,2 % d'origine éolienne et à 2,2 % solaire. Comme les chiffres pour l'éolien et le solaire sont faibles, on a embarqué l'hydraulique pour faire un total plus présentable, baptisé vert.

Le vert étant à la mode, va pour l'électricité verte ! Mais non seulement il n'y a pas d'électricité verte, ou seulement de façon marginale, mais la plupart des prétendus fournisseurs ne produisent pas le moindre kilowatt. Ils se contentent d'acheter de l'électricité à EDF, qui a l'obligation légale de leur en fournir. Ensuite, ils lui collent une étiquette verte en pensant qu'ils la revendront mieux aux clients... en prélevant leur pourcentage bien sûr.

André Victor

## Lisez *Lutte de classe* revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 216 (mai 2021) :

- Lutte ouvrière dans les élections régionales
- Tribune des généraux : l'État, « une bande d'hommes armés »
- Biden : essai de relance d'un capitalisme empêtré dans sa crise
- Irlande du Nord : les émeutes des jeunes loyalistes et le Brexit
- Porte-conteneurs géants : le commerce mondial à la merci d'un coup de vent
- La prison : un rouage de l'ordre social

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 1,28 euro.

## Droite : entre le Macron et l'enclume

**Crise et passages de la gauche au gouvernement aidant, le spectre politique se déplace toujours plus vers la droite. Là sont les électeurs, là il faut aller les chercher croit savoir Macron.**

Mener une politique économique et financière intégralement au service du grand patronat ne suffit plus car tous les gouvernements ont eu et auront la même. C'est pourquoi le gouvernement en rajoute dans les discours répressifs, l'assimilation à demi-mot des musulmans aux terroristes, les attaques contre les sans-emplois ou les fonctionnaires.

Marine Le Pen, de son côté, peut vivre de sa rente de situation. Quarante ans d'insanités racistes

et antiouvrières et, avant tout, le fait de n'avoir jamais été au gouvernement permettent à son parti de conserver les voix les plus réactionnaires ainsi que celles de tous les dégoûtés et déboussolés qui conservent toutefois des illusions électorales.

La droite LR, héritière de Chirac et Sarkozy, celle des paysans cossus, des cadres traditionalistes et des rentiers est prise en étau entre les deux. Nombre des électeurs qu'elle avait dans

les quartiers populaires se sont mis à voter Le Pen. Certains de ses notables sont passés au RN où ils ont tout de suite trouvé une place au chaud. Le dernier en date est un certain Florent de Kersauzon, le frère de l'autre. C'est un financier en retraite que le ralliement à Marine Le Pen va propulser conseiller régional. D'autres sont allés chez Macron, avec rang de ministre, de député, de conseiller, etc. ou sont en passe de le faire.

Les élections régionales fournissent à Macron l'occasion de resserrer un peu son garrot en poussant LR à des alliances. La droite, en tant que parti, y perd à

tous les coups: si elle s'allie, comment se distinguer du gouvernement? Si elle ne s'allie pas, comment battre Le Pen? Et si elle ne se soucie pas de battre Le Pen, à quoi bon survivre?

Les grands élus de droite tentent donc de sauver leurs postes, plus rarement leur parti, en essayant toutes les configurations. En région Paca, Muselier et Estrosi ont conclu une vraie fausse alliance avec les macronistes. Dans les Hauts-de-France, Xavier Bertrand, déjà candidat à l'élection présidentielle, et en rupture de ban avec LR, affirme qu'il ne s'alliera à personne. Macron a donc

envoyé un ministre médiatique, Dupont-Moretti, lui mettre des bâtons dans les roues. Des négociations sont encore en cours dans d'autres régions, et l'entre-deux-tours en promet bien d'autres.

Les élections régionales donneront une indication précieuse aux responsables de la droite sur le chemin qui mène à la soupe et s'il mène chez Macron, chez Le Pen ou ailleurs... Cela s'appelle, jusqu'à maintenant, la démocratie parlementaire et dans les calculs de ces différents protagonistes, les intérêts des travailleurs n'entrent pour rien.

**Paul Galois**

## Saint-Gobain/Mutares : deux capitalistes ne font pas Lapeyre

**lundi 10 mai, des salariés des usines et des magasins Lapeyre ont manifesté devant le Tribunal de commerce de Paris. Les travailleurs refusent la vente de leur entreprise, filiale à 100% du groupe Saint-Gobain, au fonds d'investissement Mutares qu'ils accusent de vouloir liquider Lapeyre à la demande de Saint-Gobain. Ils ont de bonnes raisons pour cela.**

Tout d'abord Mutares n'en est pas à son premier coup. En matière de rachats d'entreprises suivis de fermetures de sites, plans de licenciements et liquidations totales d'activités à la place des actionnaires précédents, Mutares est un récidiviste. Il a déjà liquidé la société de matériel électronique et de commerce en ligne Pixmania, et Grosbill, une des enseignes de distribution informatique, dont s'est débarassée la famille Mulliez, propriétaire

d'Auchan.

L'inquiétude des salariés de Lapeyre est également fondée sur le fait que c'est Saint-Gobain, le vendeur, qui paye Mutares pour qu'il récupère sa filiale. Mutares va ainsi encaisser pas moins de 243 millions d'euros en tant que repreneur!

Enfin, personne ne peut croire le nouveau PDG de Lapeyre qui déclare aujourd'hui qu'il n'y aura aucun licenciement d'ici 2022, après avoir annoncé il y a un an, vouloir supprimer



Lors du rassemblement devant le tribunal de Paris.

933 emplois, soit 26% des effectifs, licenciements ramenés dans un deuxième temps à 714 avec la fermeture de trois des dix usines du groupe et de 19 des 126 magasins.

Les travailleurs de Lapeyre ont toutes les raisons de refuser ce marché entre capitalistes. Saint-Gobain, géant des matériaux

de construction implanté à l'échelle mondiale avec plus de 800 sites et classé au CAC 40, est lui-même un spécialiste de la liquidation d'entreprises. En 2019, coup sur coup, il a mis en vente la branche travaux publics de son enseigne Point P et liquidé une autre enseigne de vente de fenêtres et de portes, K par K.

Les actionnaires de Saint-Gobain affirment aujourd'hui vouloir recentrer leur activité sur la vente exclusive aux professionnels et abandonner la vente aux particuliers. C'est leur affaire, mais pour les travailleurs, l'impératif est d'avoir un emploi et un salaire pour vivre.

**Philippe Logier**



## Lycée Victor Hugo – Paris : pas question de se laisser faire

**Mercredi 5 mai le lycée Victor Hugo, situé dans le 3<sup>e</sup> arrondissement de Paris, était bloqué par les élèves protestant contre les épreuves du bac à venir.**

Comme dans de nombreux établissements du pays, ils réclamaient l'annulation des épreuves, car à cause de la crise sanitaire, ils n'ont pas pu se préparer correctement. Ils ont été brutalement délogés par la police.

Le soir même, Blanquer annonçait de petits aménagements restant bien loin des revendications des jeunes. Vendredi 7 mai, les lycéens se sont de nouveau rassemblés devant le lycée pour le bloquer. Suite

à l'intervention policière du mercredi, de nombreux enseignants avaient choisi d'être dans la rue avec les élèves, dans l'idée d'éviter une nouvelle charge policière. Mais le rectorat de Paris a visiblement décidé que pas un lycée ne devait s'opposer à la politique du ministère. Plus tôt, la police avait déjà «dégagé» deux lycées proches.

Après un face-à-face tendu, la police, casquée et bouclier en avant, a chargé et gazé les enseignants

et les élèves pour mettre fin au blocus. Une enseignante a même été verbalisée pour non-respect des règles sanitaires, en réalité parce qu'elle avait osé chanter Bella Ciao avec ses élèves: cela avait déplu à la commissaire dirigeant les opérations!

Les lycéens sont bien décidés à ne pas se laisser faire. De leur côté, les professeurs ont alerté les parents d'élèves et dénoncé ces méthodes auprès du rectorat. Blanquer n'en a pas fini avec la mobilisation lycéenne!

**Correspondant LO**

## Israël-Palestine : violence colonialiste

**Dans la nuit du 10 mai, Israël a bombardé Gaza, causant la mort d'au moins 20 personnes dont neuf enfants.**

Le prétexte en était les roquettes envoyées depuis l'enclave palestinienne, que le bouclier israélien anti-missiles a probablement en grande partie arrêtées.

Cette escalade meurtrière avait débuté le 6 mai, lorsque l'esplanade des Mosquées à Jérusalem-Est a été le lieu d'affrontements violents entre Palestiniens, défendant leur droit à vivre dans cette partie de la ville, et nationalistes juifs d'extrême droite, partisans de la colonisation totale, soutenus par l'armée et la police israélienne.

C'est dans le quartier pauvre de Cheikh Jarrah que trois familles palestiniennes sont menacées d'une expulsion rapide, des dizaines d'autres étant sur la sellette à plus ou moins court terme. La maison de l'une d'entre elles était, le 6 mai, la cible

de manifestants d'extrême droite, d'autres se massant dans les quartiers alentour au nom de la Journée de Jérusalem. Dans l'imagerie de la droite israélienne nationaliste, celle-ci symbolise la conquête de la partie est de la ville lors de la guerre des Six Jours de 1967.

Aux provocations des colons s'est ajoutée la répression des forces de police et de l'armée contre les Palestiniens présents en ces soirs de ramadan devant la mosquée al-Aqsa, révoltés contre l'arrogance des manifestants d'extrême droite et contre la situation invivable que l'occupation israélienne perpétue. Les forces de répression ont même tenté d'empêcher la population de se rassembler pour le repas de rupture de jeûne, et d'arrêter les bus venant des villages alentour.



Dans le quartier de Cheikh Jarrah, le 8 mai.

La décision de la Cour suprême, le 9 mai, de reporter le jugement censé autoriser l'expulsion manu militari des familles arabes du quartier Cheikh Jarrah n'a pas calmé la colère des Palestiniens.

Le 10 mai, après plusieurs soirs d'affrontements à Jérusalem, plus de 300 blessés étaient recensés dans les rangs palestiniens. Les hypocrites appels « à la retenue » adressés aux

forces israéliennes par les grandes puissances occidentales n'avaient pour but que d'être publiés, et les déclarations sciemment provocantes de Netanyahu, toujours en peine d'alliances pour former un gouvernement, n'ont fait qu'encourager les agresseurs d'extrême droite.

La population, en particulier les travailleurs arabes de la ville et de ses

environs, vit dans une insécurité grandissante, allant de la crainte de se voir retirer la carte de résident permettant de se déplacer pour leur emploi à celle de perdre leur maison, en passant par les menaces d'agression physique. Les dirigeants israéliens entraînent la population, arabe comme juive, dans une spirale de violences sans issue.

**Viviane Lafont**

## Afghanistan : le massacre des écolières

**L'attentat perpétré samedi 8 mai devant une école de filles de Kaboul, en Afghanistan, a fait au moins une cinquantaine de morts et une centaine de blessés, pour la plupart des adolescentes qui tentaient de fuir leur école après l'explosion d'une voiture piégée, qui a été suivie de deux autres explosions.**



Quelle faction terroriste est à l'origine de cet attentat? Aucune ne l'a pour l'instant revendiqué. Les talibans nient toute implication de leur part et l'attentat peut avoir été le fait de n'importe lequel des groupes qui se déchirent pour le pouvoir, les talibans, l'organisation État islamique, les différents seigneurs de guerre, sans oublier l'armée afghane déliquescence, tant leurs méthodes sont semblables: terroriser la population au travers d'attentats qui se traduisent par des massacres. Quant au choix de la cible, il n'est pas dû au hasard. Tous ces groupes, plus violents et réactionnaires les uns que les autres, se rejoignent sur le fait que les femmes

doivent être maintenues dans l'ignorance, sous la dépendance absolue des hommes, et il leur est intolérable que des fillettes puissent s'émanciper au travers de l'éducation.

Après vingt ans de guerre menée en Afghanistan au nom de la lutte contre le terrorisme et en prétendant vouloir instaurer un régime démocratique, les États-Unis ont décidé le retrait de leurs troupes pour la date symbolique du 11 septembre. Ils ont même annoncé que ce retrait serait anticipé en juillet. Mais rien n'est réglé pour autant. Le pouvoir en place, corrompu, n'a aucune autorité en dehors de la capitale, tandis que les talibans, chassés en 2001, restent la faction dominante,

en même temps que l'organisation État islamique gagne du terrain et que al-Qaïda se réimplante.

La population afghane paie lourdement le prix de ce chaos que l'impérialisme américain laisse derrière lui, par des destructions qui appauvrissent encore plus un pays que se disputent les vautours des clans ennemis, par des combats ayant entraîné des massacres de population, qui se poursuivent avec l'accentuation d'attentats devenus quotidiens. Celui du 8 mai vient confirmer que les femmes pourraient être parmi les principales cibles du pouvoir à venir.

**Marianne Lamiral**

## Espagne : le succès d'une droite démagogue

**Mardi 4 mai, lors des élections régionales de la communauté de Madrid, la droite, avec à sa tête Isabelle Ayuso, a remporté une écrasante victoire.**

Avec une forte participation (76%), elle double ses résultats, recueillant 44,7% des voix et passant 30 à 65 sièges à l'Assemblée régionale. Le parti de centre-droit, Ciudadanos, perd ses 26 sièges. Vox, à l'extrême droite, maintient ses 13 députés.

Le PSOE (Parti socialiste), qui dirige le pays, obtient à ces régionales son pire résultat de la période (17%), dépassé par le parti Mas Madrid (Plus de Madrid) dirigé par une médecin, féministe et

connue pour son implication dans la lutte contre le Covid.

Unidad Podemos se maintient, avec 7,2% des voix. Son leader, Pablo Iglesias, qui avait abandonné son poste de vice-président du gouvernement pour se présenter à cette élection, brandissant la menace du fascisme comme thème central de sa campagne, a annoncé qu'il quittait la politique.

Les thèmes de la campagne de la droite, outrancièrement réactionnaires, évoquant

le spectre du communisme face à la liberté, se déclarant contre la « dictature du féminisme », contre des « impôts confiscatoires », montrant du doigt l'émigration et se vantant d'avoir limité la fermeture des bars et des restaurants durant la pandémie, ont bien fonctionné.

Nos camarades de Vox obrera (Espagne-UCI) tirent de ce scrutin le bilan suivant :

« Les faits sont têtus et on ne peut pas occulter la gestion criminelle d'Ayuso, les milliers de morts dans les résidences d'anciens, la privatisation et l'effondrement des

services sanitaires, l'appui à l'enseignement privé, l'augmentation des inégalités et de la pauvreté, les « queues de la faim »... et les licenciements dans les services publics. Le PP a réussi à en faire porter la culpabilité au gouvernement socialiste. Et à l'évidence, ce gouvernement est responsable et complice de cette situation.

En effet ce gouvernement dit « de progrès », coalition du PSOE et d'Unidad Podemos, a été incapable de résoudre les problèmes de la crise économique en faveur de la population travailleuse, créant le bouillon de culture de la

déception et de la rage dans tous les secteurs durement touchés par cette crise.

Et ce n'est pas un hasard si Ayuso a réclamé la « liberté » du maintien de l'ouverture des terrasses et du secteur de l'hôtellerie madrilène, ainsi que des mesures laxistes pendant les confinements, ce qui a entraîné plus de morts du Covid, pour satisfaire les 500 000 commerçants et hôteliers de Madrid qui ont pu survivre aussi grâce aux aides de l'État. Cette élection illustre la démagogie électorale de la droite. »

**Jacques Muller**

JUAN ESTEBAN SILVA



Manifestants place Bolivar à Bogota, le 28 avril.

## Colombie : face à la mobilisation populaire, le président recule

**Mercredi 28 avril, les centrales syndicales de Colombie, soutenues par les organisations indigènes et les partis de gauche, appelaient à une journée nationale d'action contre la réforme fiscale du gouvernement de droite du président Ivan Duque.**

Cette réforme s'en prend aux classes populaires et épargne les entreprises et les plus riches. Duque est un disciple de l'ex-président Uribe, autre défenseur des possédants, dont le cœur penchait vers l'armée, les paramilitaires et même les narco-trafiquants. Avec Duque, les assassinats de guérilleros ont continué malgré l'accord de paix, mais aussi les meurtres de militants ouvriers ou les attaques contre les organisations sociales ou indigènes. Il y en a eu 75 rien que cette année, et les manifestations sont durement réprimées. En 2019, il y avait déjà eu des grèves nationales et des manifestations populaires massives appelées par les mêmes organisations.

À l'annonce de la journée nationale d'action, Duque a appelé la population à encaisser dans les prochaines semaines les sacrifices « les plus difficiles de leur vie », en dénonçant les manifestations comme un « attentat à la vie ». Elles n'ont pas empêché le succès de la grève générale. Trois millions de manifestants se sont retrouvés pour dénoncer le gouvernement et sa politique, aux cris de « *Maintenant ou jamais* » et « *Si la loi continue, la grève continue* » ou encore : « *Si un peuple manifeste en pleine pandémie, c'est que son gouvernement est pire que le virus* ».

Dans les villes de Cali, Bogotá et Medellín, la tension est montée. Dès le matin, la police a arrêté des manifestants, entraînant des affrontements. Des véhicules ont

été incendiés, des banques vandalisées, des supermarchés pillés, des commissariats attaqués et une statue de colonisateur déboulonnée.

La jeunesse et les quartiers populaires étaient dans la rue. Leur colère s'exprimait bien au-delà de la réforme annoncée, contre une situation économique, sociale et sanitaire très dégradée. Ces quartiers ne survivent que grâce à des petits boulots, rendus difficiles voire impossibles par un confinement très policier, ce qui a affamé une partie de la population. La misère atteint désormais 42 % de la population et, dans un pays où les aides sociales sont inexistantes, il faut toujours payer le loyer, l'électricité ou les médicaments au prix fort. Or la crise sanitaire a renchéri les prix. Quant à la jeunesse, elle est censée poursuivre les cours à distance, alors que beaucoup n'ont pas accès à Internet et n'ont d'autre perspective que le chômage.

Là-dessus, la réforme prévoit d'augmenter le taux de la TVA sur les produits de première nécessité, l'électricité, le gaz, l'eau, l'essence. Elle entend geler les salaires des employés du secteur public jusqu'en 2026 et élargir l'assiette de l'impôt, pour l'étendre à trois millions de salariés modestes. Les riches ne verront leur impôt augmenter que de 1 %, et seulement si leurs revenus dépassent 1,3 million de dollars, et de 2 % quand ils excèdent 4 millions.

Il n'est donc pas étonnant

que cette réforme ait fait éclater une colère rentrée depuis des années. La répression aurait fait au moins 35 morts, 800 blessés et entraîné plus de 400 arrestations. Deux femmes ont été violées par des policiers. Bien que le président Duque ait annoncé son intention de faire appel à l'armée pour ramener le calme et que son compère Uribe ait appelé, sur les réseaux sociaux, policiers et soldats à se servir de leurs armes contre la population, la colère n'est pas retombée. Le lendemain, le ministre des Finances était démis de ses fonctions. Duque prétend depuis vouloir ouvrir le dialogue. Mais il n'est pas parvenu à ce jour à faire refluer la mobilisation, malgré l'effort des syndicats et des partis politiques de gauche qui appellent à arrêter la grève nationale puisque, d'après eux, satisfaction a été obtenue.

Mais la classe ouvrière comme la paysannerie pauvre sont confrontées à des problèmes qui vont bien au-delà de cette réforme fiscale, qui sont indissociables en réalité des rapports de classes, du sous-développement et de la place même de la Colombie dans l'économie mondiale. Le gouvernement ne cache d'ailleurs pas qu'il prépare une énième réforme du système de santé qui va accélérer sa privatisation et exclure de l'accès aux soins une partie encore plus grande de la population.

Finalement, le président a donc remballé sa réforme. Mais la colère continue de s'exprimer. Mardi 11 mai était prévue la 13<sup>e</sup> journée de grève nationale.

Jacques Fontenoy

## Brésil : la guerre aux pauvres à Rio

**Jeudi 6 mai, une descente de police dans la favela de Jacarezinho, dans les quartiers nord de Rio, a fait 29 morts, dont un policier. C'est le dernier épisode de la guerre aux pauvres et aux Noirs que mènent les autorités de cette ville qui est la devanture touristique du Brésil, la « cité merveilleuse ».**

Le prétexte de cette attaque, avec hélicoptères, voitures blindées et près de 300 policiers, était comme toujours la guerre aux trafiquants de drogue qui contrôlent encore une bonne partie des favelas de la ville. Mais cette lutte affichée contre la drogue cache mal la volonté de remplacer les gangs par des milices liées aux autorités, et en particulier au clan Bolsonaro. Ces milices reprennent à leur compte le trafic de drogue et le racket des habitants, mais sont plus ou moins contrôlées par les autorités et protégées par la police.

L'opération du 6 mai était exceptionnellement menée par la police civile, et non par la police militaire encasernée. Bien que préparée depuis dix mois paraît-il, elle n'était guère au point. Un policier a tout de suite été tué, en tentant d'écarter un obstacle à l'entrée du quartier. C'est ce qui aurait donné le signal du massacre, les policiers en furie entrant dans les maisons et exécutant les habitants qui leur tombaient sous la main. La police a bien sûr publié qu'elle avait ainsi tué 28 « bandits ».

Cette tuerie a d'autant plus choqué que la Cour suprême avait interdit pour la durée de la pandémie toute opération policière dans les favelas, probablement en raison du chômage et de la misère dus au Covid-19, qui a déjà fait 425 000 morts. Mais

si la Cour peut décider de la mise en prison ou de la destitution d'un président ou ex-président, pour elle se faire obéir de la police c'est autre chose. Bolsonaro était venu l'avant-veille rendre visite à son ami le gouverneur de Rio. On apprendra peut-être un jour qu'ils ont alors décidé de se couvrir de gloire en portant un coup décisif au gang qui contrôle Jacarezinho.

Ce qui est sûr, c'est que les autorités et la police sont en guerre permanente contre la population pauvre et noire de Rio. Depuis le début de l'année, cette guerre a fait 453 morts, dont huit ou neuf sur dix sont des Noirs. Dans leur énorme majorité, les habitants des favelas ne sont pas des marginaux, mais des travailleurs soumis au pouvoir des gangs, car l'État brésilien n'a jamais été capable de contrôler et d'organiser ces communautés. Au racket des trafiquants s'ajoutent les contrôles et parfois, comme ici, les attaques meurtrières de la police et de l'armée.

Quand les forces armées officielles de la bourgeoisie s'attaquent à l'État parallèle instauré par les grands gangs structurés à l'échelle du pays, ce sont les travailleurs, les pauvres et les Noirs qui sont pris entre deux feux et fournissent les victimes. Ce sont deux mafias, contre lesquelles il leur faudra s'organiser et s'armer.

Vincent Gelas



RICARDO MORAES

Opération policière dans le faubourg de Jacarezinho, le 6 mai.

# 10 mai 1981 : Mitterrand à l'Élysée, les travailleurs dupés

**Le 10 mai 1981, il y a quarante ans, l'arrivée de Mitterrand au pouvoir représentait pour des millions d'électeurs des classes populaires un immense espoir de changement, après vingt-trois ans de règne de la droite.**

Cet espoir allait se muer peu à peu en dégoût, en désillusion et en démoralisation, rançon des illusions semées par les dirigeants du PS et surtout du PCF sur ce que cette arrivée de la gauche au pouvoir pouvait apporter.

Quarante ans plus tard, les partis de gauche sont déliquescents. Bien pire, leur politique au service de la bourgeoisie, leurs renoncements, ont semé la confusion politique et le découragement parmi les militants ouvriers et parmi les travailleurs.

## Un homme de droite repeint en rose avec l'aide du PCF

En 1981, Mitterrand était le chef du Parti socialiste et était capable de prononcer dans les meetings des discours contre le capitalisme. Mais il avait commencé sa carrière en 1942, sous Pétain, dans un poste au commissariat des Prisonniers de guerre. Il avait été ensuite un habitué des gouvernements de la IV<sup>e</sup> République, notamment comme ministre de l'Intérieur et de la Justice en pleine guerre d'Algérie. A ce titre, il avait répété « *l'Algérie, c'est la France* » et laissé volontairement exécuter des dizaines de militants du FLN et du PC algérien. Si une des rares promesses tenues allait être en 1981 l'abolition de la peine de mort, on ne pouvait oublier qu'il avait ce sang sur les mains.

Le passé colonialiste et anticommuniste de Mitterrand était connu de bien

des journalistes et de tous les dirigeants des partis de gauche. C'est en toute connaissance de cause que les chefs du Parti socialiste l'avaient en 1971 propulsé à la tête de leur parti moribond. Quant aux dirigeants du PCF, parti qui recueillait entre 20 et 22% des voix dans les décennies 1960-70, leur caution fut déterminante pour donner à Mitterrand l'image d'un homme de gauche. En 1965, ils l'avaient soutenu dès le premier tour de l'élection présidentielle. Espérant obtenir de nouveau des ministères, après des décennies de mise à l'écart, ils mirent au service de Mitterrand le crédit dont leur parti disposait dans les classes populaires. Pour permettre la victoire électorale de l'Union de la gauche, ils donnèrent l'habitude aux travailleurs qu'ils influençaient de « voter utile ».

Pendant toute une décennie, malgré des épisodes de rupture et de poker menteur entre dirigeants des partis de gauche, les centaines de milliers de sympathisants du PCF firent l'éloge du « programme commun de gouvernement » dans les entreprises et les régions du pays où ils étaient implantés. À travers les syndicats qu'ils dirigeaient, les associations qu'ils animaient, ils martelèrent l'idée que l'arrivée de la gauche au pouvoir allait « changer la vie ». Ce faisant, ils laissaient entendre que le sort des travailleurs ne dépendait pas de leurs luttes, mais du bulletin de vote et de l'action du politicien bourgeois qu'ils

réussissaient à faire élire.

Après son élection, Mitterrand concéda quatre ministères au Parti communiste. En réalité, en acceptant la solidarité gouvernementale, les ministres communistes devenaient des otages volontaires de Mitterrand, acceptant de cautionner sa politique et de la défendre au sein des classes populaires. Leur présence amenait l'appareil du PCF et de la CGT à tenter de tuer dans l'œuf toute mobilisation des travailleurs, et même à empêcher qu'ils ne formulent leurs revendications.

## Une politique rapidement antiouvrière

Dans les premiers mois, Mitterrand prit quelques mesures qui ne coûtaient rien, ou très peu, au patronat : la généralisation de la cinquième semaine de congés, la retraite à 60 ans, le passage de la semaine de travail de 40 à 39 heures, une augmentation du smic de 10 %, dans une période où l'inflation dépassait 13%. Mais cela ne dura pas. Dès juin 1982, il invoqua la situation économique pour instaurer la rigueur et exiger « des efforts pour le redressement national ». Les salaires furent bloqués, tandis que l'impôt sur la fortune, établi avec force publicité, était réduit à peu de chose. Surtout, les plans de licenciements et les fermetures d'usines se multipliaient dans la sidérurgie, l'automobile, y compris dans les entreprises qui avaient été nationalisées en les rachetant au prix fort à leurs anciens propriétaires, comme les de Wendel dans l'acier.

De toute évidence, le grand patronat, les banques



Place de la Bastille le 10 mai 1981.

faisaient entendre leurs exigences et avaient l'oreille du pouvoir. Les travailleurs, eux, étaient muselés par ceux qui se faisaient passer pour leurs représentants officiels, les syndicats et partis de gauche, qui leur disaient qu'il fallait patienter et laisser faire leurs prétendus amis du gouvernement.

Pendant ce temps, Mitterrand et les socialistes devenaient les chantres de l'entreprise. Les discours sur « la rupture avec le capitalisme » furent vite remplacés par les promesses de « modérer les charges sociales et financières », par des déclarations d'amour à « l'esprit d'entreprise », la glorification de la Bourse et du profit.

Ce n'était pas que des promesses. Les aides au patronat, sous prétexte de créer des emplois, se multiplièrent en même temps que les exonérations de cotisations. Pour la population, les mesures directement antiouvrières commencèrent. La gauche inventa le forfait hospitalier, Jack Ralite du PCF étant encore au ministère de la Santé. Quelques années plus tard, elle créait la CSG, un nouvel impôt.

## La démoralisation puis la montée du FN

Dès cette époque, la gauche au pouvoir utilisa les mêmes ficelles que la droite pour semer la division parmi les travailleurs. Pour pousser des travailleurs immigrés à rentrer au pays avec un petit pécule, et limiter ainsi les plans de licenciements, elle utilisa « le chèque au retour » inventé par Giscard. Mauroy, Premier ministre, n'hésita pas à déclarer que les OS maghrébins de l'automobile, en grève pour leurs salaires dans la région parisienne en 1983, étaient manipulés par des « ayatollahs » islamistes. Quant à la promesse de Mitterrand d'accorder le droit de vote aux étrangers vivant et travaillant en France, il s'empressa de l'oublier. Pour eux aussi, l'espoir était douché!

Toutes ces attaques contre les travailleurs,

portées par des politiciens qui se prétendaient leurs amis, bientôt accompagnées de discours sur la fin de la lutte de classe et sur la défense des prétendus intérêts nationaux, contribuèrent à faire perdre ses repères à la classe ouvrière. La déception engendrée par les renoncements de la gauche, et surtout les effets de la crise, la montée du chômage et de la pauvreté – l'expression « nouveaux pauvres » apparut pour désigner les perdants de cette évolution –, se traduisirent politiquement.

La gauche recula dans les urnes. Le PCF fut le premier à payer la facture de cette politique antiouvrière. Aux européennes de 1984, il n'obtint que 11,2 % des voix. C'est seulement à ce moment-là, et non à l'annonce de la rigueur, que ses dirigeants décidèrent de quitter le gouvernement, après avoir fait pendant trois ans le sale travail. La chute électorale du PCF ne cessa plus, jusqu'à arriver à 1,9% des voix à la présidentielle de 2007. Plus grave, des dizaines de milliers de militants abandonnèrent leur engagement tandis que les effectifs syndicaux reculaient.

En parallèle, le Front national, un parti jusque-là marginal, obtint 10 % des voix aux élections européennes de 1984 et ne cessa plus de prospérer. Au glissement général des voix vers la droite, s'ajoutait le fait que de nombreux travailleurs, démoralisés et déçus par la gauche, se tournaient vers l'abstention.

Quarante ans après, les dirigeants des partis de gauche, du PS mais aussi du PCF, osent sans honte célébrer la présidence de Mitterrand comme une grande époque d'avancées sociales. Comment pourraient-ils retrouver un avenir politique sans tenter de faire oublier que, lors de leurs passages successifs au pouvoir, ils se sont montrés les meilleurs défenseurs du système capitaliste en reniant toutes les promesses faites à leur électorat populaire?

**Xavier Lachau**



Manifestation au Creusot, le 6 septembre 1984.

# Medef et assurance chômage : les chômeurs toujours sacrifiés

**Le 6 mai, Geoffroy Roux de Bézieux, le président du Medef, a présenté son plan pour réformer le système d'indemnisation du chômage. Il n'y a là rien moins qu'un « Big bang » a-t-il lancé en toute modestie.**

Roux de Bézieux estime que le régime de l'indemnisation du chômage ne fonctionne plus et propose « d'articuler un régime de solidarité géré et financé par l'État, un régime assurantiel géré et financé par les

partenaires sociaux, et un service public de l'emploi géré et financé par l'État ».

À l'origine, le système confiait conjointement aux syndicats et au patronat la gestion des cotisations chômage. Il leur revenait

de fixer les règles d'indemnisation, en se mettant d'accord, l'État n'intervenant qu'en cas de blocage. Il n'y a jamais rien eu là de très favorable aux chômeurs, le système restant finalement entre les mains du patronat.

Le fait est que l'État a fait reposer, toujours plus au fil des ans, la gestion et l'indemnisation du chômage sur les cotisations et donc sur les salaires. C'est ainsi

qu'en 2008 a été créé Pôle emploi, financé en grande partie par l'Unedic en y intégrant l'ANPE, auparavant financée entièrement par l'État, et qui assurait l'impossible charge du reclassement des chômeurs. Enfin, depuis 2020, une part considérable du chômage partiel et d'autres aides ont été imputées à l'Unedic, qui chapeaute la gestion des cotisations chômage. Du coup, la dette de l'Unedic, devrait se monter à la fin 2021 à 64 milliards d'euros.

En invoquant cette dette, Macron et son gouvernement veulent imposer, à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain et par voie de décret, leur réforme de l'indemnisation du chômage. Catastrophique pour des millions de chômeurs présents et à venir, elle entraînerait une baisse drastique de 40 % de l'indemnisation d'une grande partie des chômeurs actuels, et de ceux qui vont entrer dans le système. Pour les millions de travailleurs

précaires qui seront jetés à la rue à partir de cette date, ce sera une perte partielle, voire totale du droit à indemnisation.

Leur place dans la gestion des cotisations prélevées sur les salariés préoccupe les sommets des appareils syndicaux, empêtrés dans ce qu'ils appellent le paritarisme. Roux de Bézieux leur fait donc miroiter son « régime assurantiel géré et financé par les partenaires sociaux » et le retour du service public de l'emploi à l'État. Mais le Medef ne veut surtout pas avoir à payer et la classe ouvrière n'a pas plus de bonne volonté à attendre du patronat que de l'État. Le grand patronat et le gouvernement veulent imposer à tous les travailleurs des sacrifices inacceptables. L'heure n'est pas à des concertations trompeuses, mais à la mobilisation, pour inverser réellement cette évolution catastrophique.

**Paul Sorel**

## RATP : cabale et manipulation disciplinaire



**Lundi 10 mai le conseil de discipline de la RATP a émis un avis de révocation à l'encontre d'Ahmed, conducteur de bus et militant CGT au dépôt de Flandres. Durant plus de cinq heures, les directeurs qui y siègent ont auditionné Ahmed, l'accusant de harcèlement moral envers un chef.**

Cette comédie se déroule alors qu'un problème de harcèlement sexuel est posé par une conductrice de bus. Cette dernière a informé Ahmed, qui est référent harcèlement dans le cadre de ses fonctions d'élu du CSE, qu'elle avait déposé une main courante à la police contre ce même chef, soi-disant harcelé par Ahmed.

Que la direction en soit à prendre le parti d'un chef visé par une telle accusation pour se débarrasser d'un militant en dit long. Lors du rassemblement de soutien à Ahmed ce sont encore une fois plusieurs femmes qui ont tenu à témoigner de son engagement contre des pratiques rétrogrades, couvertes et étouffées par la hiérarchie. Car la réalité est tout autre que les belles déclarations de la RATP avec son slogan « harcèlement sexuel tolérance zéro ».

Ahmed était déjà passé en conseil de discipline pour un prétendu blocage de la sortie des bus durant

la grève sur les retraites, et pour un contrôle de l'état des bus. Il avait écopé à chaque fois de lourdes mises à pied sans salaire. Cela n'a pas arrêté ce militant, qui a continué à prendre le parti des travailleurs contre les attaques de la direction. Celle-ci ne le supporte pas, encore moins dans une période où son objectif est d'imposer la hausse du temps de travail dans les bus d'abord, puis la filialisation dans le cadre de l'ouverture à la concurrence. Elle s'attaque donc à tous les militants et aux travailleurs combattifs, et elle avait d'ailleurs commencé, avec la demande de révocation d'Alex El Gamal, militant CGT au dépôt de Vitry.

Lors du rassemblement de soutien, de nombreux syndicalistes ont pris la parole, cheminots, salariés de Monoprix, enseignants, ainsi que notre camarade Nathalie Arthaud. Elle a réaffirmé son soutien à Ahmed ainsi que sa solidarité avec les militants CGT agressés

lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai. Elle a aussi dénoncé les illusions que les dirigeants syndicaux propagent dans leurs rangs : « Ce n'est pas la police, ce ne sont pas les tribunaux bourgeois, qui nous défendront des attaques. C'est nous, ensemble, par notre mobilisation et notre conscience de classe. » De même elle a affirmé qu'il est illusoire de prétendre arrêter l'offensive de la bourgeoisie par le « dialogue social », alors que le patronat n'est prêt à « négocier » que des reculs. Les applaudissements d'une partie de l'assemblée ont montré que bien des militants se retrouvent dans l'idée de renouer avec les traditions de lutte de classe qui ont fait la force du mouvement ouvrier.

La décision officielle de licenciement sera prise par le directeur de département. Il y a là une étape supplémentaire dans la répression des travailleurs et des militants à la RATP. Ceux-ci n'ont d'autre choix que de se défendre avec toute leur force collective face à cette direction rétrograde et violente. Le combat contre la révocation d'Ahmed continue.

**Correspondant LO**

## Aperam - Gueugnon : débrayages dans l'usine

**Les 740 employés de l'usine Aperam, filiale d'ArcelorMittal, à Gueugnon en Saône-et-Loire, fabriquent des bobines de tôle d'acier inoxydable.**

Depuis le 5 mars, les syndicats CGT et CFDT de l'usine organisent des débrayages pour protester contre la suppression de 110 emplois et, chaque semaine depuis le 22 mars, un des quatre ateliers de l'usine débraye deux heures par jour. Dans chaque atelier, les débrayages sont suivis par presque toutes les équipes.

Aperam a annoncé fin 2020 un plan de réorganisation de la production dans ses usines : un tiers de la production de l'usine de Gueugnon doit

partir à l'usine belge de Genk, et une partie de la production de l'usine de Pont-de-Roide dans le Doubs devrait être déplacée à Gueugnon, ce qui permettrait au passage de supprimer des postes aussi bien à Pont-de-Roide (70 sur 220) qu'à Gueugnon (110 sur 740).

Ce n'est pas un manque de rentabilité qui pousse le patron à cette réorganisation : entre 2011 et 2019, le bénéfice d'Aperam a permis d'éponger un milliard d'euros de dette d'ArcelorMittal.

**Correspondant LO**



Les salariés d'Aperam en manifestation le 22 avril, dans les rues de Gueugnon.

## SGD Pharma – Sucy-en-Brie : débrayages pour les salaires

**SGD Pharma est l'un des plus gros producteurs mondiaux de flacons en verre. Appartenant anciennement à Saint-Gobain, il appartient actuellement à un groupe d'investissement chinois.**

Deux usines sont implantées en France : une dans la Somme et une dans la région parisienne, à Sucy-en-Brie.

À Sucy, plus de 350 salariés produisent des flacons pour l'industrie pharmaceutique, 365 jours par an et 24 heures sur 24, dans une atmosphère étouffante et très bruyante. Cette usine centenaire n'a pas cessé sa production depuis le début de l'épidémie de Covid, même si elle ne produit

pas directement pour les vaccins.

Par contre, au début de l'année 2021, des travaux de modernisation importants ont eu lieu dans l'usine. Il s'agissait de refaire l'un des deux fours, d'où coule le verre en continu, et de remettre à neuf les lignes de production qui en dépendent. Plus de 30 millions ont été investis, pour augmenter la production et la rentabilité de l'usine, et

pendant toute la durée des travaux tout le personnel en a subi les inconvénients, à commencer par les intérimaires, dont une bonne partie ont été mis à la porte.

À la fin des travaux, au mois d'avril, la production de flacons a redémarré de plus belle, sans aucune amélioration des conditions de travail pour le personnel. À l'occasion des négociations annuelles sur les salaires, le patron a expliqué que les salaires seraient bloqués (0,5 % d'augmentation sur l'année !) et qu'il n'y aurait pas de prime Covid, contrairement à l'année

précédente.

Des dizaines de millions pour les machines, et rien pour les salariés : ça a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Les débrayages se sont multipliés spontanément à la fin du mois d'avril jusqu'au début du mois de mai. D'une équipe à l'autre, d'un atelier à l'autre, les salariés ont arrêté le travail, deux heures en fin de poste, ou quatre heures, et parfois toute la vacation. Dans une des équipes, qui prévoyait de débrayer deux heures, la venue de la RH, qui voulait dissuader les ouvriers d'arrêter le travail, les a tous

convaincus de débrayer huit heures !

Certains secteurs de l'usine étaient complètement bloqués, d'autres ont continué de tourner en déplaçant des salariés (sans leur dire qu'ils remplaçaient des grévistes) ou en utilisant des intérimaires. Une grande partie des travailleurs en équipe ont participé aux débrayages et même des salariés à la journée, dans les services périphériques, ce qui est une première depuis des années.

Les travailleurs réclamaient à la fois des hausses de salaire mais aussi une prime Covid de 2000 euros. Alors que la direction ne voulait rien lâcher, elle a fini par laisser entendre qu'elle donnerait 200 euros, puis est montée à 700 euros le 5 mai, au fur et à mesure que les débrayages se renforçaient. Mais jusqu'à présent elle n'a rien voulu céder sur les salaires.

Beaucoup de travailleurs ont participé pour la première fois à un débrayage et sont heureux d'avoir relevé la tête. L'ensemble de leurs revendications ne sont pas satisfaites jusque-là, et certains sont décidés à continuer le mouvement. En tout cas, tous ont vu que c'est leur force collective qui a fait reculer le patron.

**Correspondant LO**

### Travailler dans le secteur de la santé

**Au début de la pandémie, l'entreprise SDG Pharma prenait au moins une précaution : la prise de température à l'entrée de l'usine. Mais, pour des raisons financières (!), cette pratique a été abandonnée.**

Pour le reste, sous prétexte que SGD travaille dans le secteur de la santé, l'usine a tourné au maximum des possibilités, alors que les gestes barrières sont bien compliqués à appliquer, par exemple entassés à plusieurs dans les petites cabines climatisées qui servent à se protéger de la chaleur. Plusieurs dizaines de travailleurs ont

été contaminés à l'usine et les cas se sont multipliés. À la fin du mois d'avril, un des travailleurs du service stockage des produits finis est décédé du Covid et, sur une vingtaine de caristes de ce service, sept ont été testés positifs.

Dans certains secteurs de l'usine, le gel hydroalcoolique est introuvable et il faut faire de longs

détours pour s'en procurer. Chaque jour, des ouvriers doivent récupérer leurs masques dans une boîte de cinquante, à tour de rôle. Des ouvriers qui avaient des symptômes ont dû faire des pieds et des mains pour se faire tester à l'infirmerie de l'usine et attendre le résultat de leur test PCR, parfois positif, pour se faire arrêter. Entre-temps, ils ont continué à travailler au milieu de leurs collègues, jusqu'à deux jours d'affilée.

Depuis un an, pratiquement aucune mesure préventive d'isolement n'a été

prise pour les cas contacts. Des salariés, inquiets d'avoir côtoyé de près pendant longtemps un collègue positif, se sont entendus répondre : « *Vous êtes censés porter des masques et manger à distance les uns des autres, donc il n'y a pas possibilité d'être cas contact.* » Quelques-uns se sont avérés par la suite eux-mêmes positifs.

Après un an de pandémie, la démonstration est faite qu'en matière de santé, SGD s'occupe avant tout de celle... de ses profits.

**Correspondant LO**

## Vallée de la chimie : les pollueurs ne seront pas les payeurs

**L'observatoire de la qualité de l'air Atmo vient de réaliser une étude sur le bilan carbone de la Vallée de la chimie. Cette vallée, bien connue des usagers de l'autoroute A7, concentre les installations chimiques et pétrolières du sud de Lyon, au bord du Rhône.**

Cette étude, commandée par la nouvelle majorité EELV de la Métropole de Lyon, révèle ce que tout le monde ressent : 26% des émissions de CO<sub>2</sub> de toute l'agglomération lyonnaise proviennent de la Vallée. Et, parmi celles-ci, 95% sont dues aux installations industrielles de la chimie.

Ces grands groupes industriels riches, Solvay, Total, Arkema, leurs sous-traitants ou fournisseurs, annoncent depuis des décennies des profits qui auraient permis de moderniser leurs outils de production, pour réduire la pollution. Et, comme l'écrit le journal *Le Progrès* : « *Ils ont tous pris des engagements pour le climat et ce, depuis des dizaines d'années déjà.* »

Pour promettre et communiquer, ils sont champions. Mais, pour prendre des mesures sérieuses qui écorneraient à peine leurs profits, il n'y a plus personne.

La même étude révèle que les déplacements des salariés ne représentent que 1% des émissions de carbone. Et pourtant, ce sont ceux-là qui sont montrés du doigt par les particuliers. Ce sont les particuliers qui concentrent toutes les contraintes et les taxes, notamment sur les voitures polluantes.

Les gros industriels pollueurs n'auront en fait rien à craindre de l'État ou de ses avatars que sont la région ou la métropole. « *Il faut aider les industriels dans la conversion de leur*

*process* », a déclaré le directeur de la mission Vallée de la chimie. Cela résume le programme des nouveaux dirigeants écologistes de la Métropole de Lyon. Comme le PS ou la droite avant eux, ils s'apprêtent à financer les grands groupes industriels avec l'argent public. Simplement, les subventions seront désormais labellisées

« *développement durable* ». La transition énergétique ainsi conçue consiste à pallier les carences d'investissement dans les usines de la Vallée en les finançant à la place des industriels. Ces derniers, après avoir modernisé leur installation avec l'argent de la collectivité, en profiteront pour supprimer des emplois.

Les capitalistes sont bien les champions de la « transition » : celle du transfert, vers leurs comptes, de l'argent public qui manque cruellement dans les hôpitaux, dans les écoles et à la population. En les expropriant, la planète et les habitants se porteront mieux.

**Correspondant LO**



METROPOLITAIN DE LYON

## Renault : rassemblement contre les attaques patronales

À l'appel de la CGT Renault, quelque 300 travailleurs de différentes usines Renault et d'usines sous-traitantes, se sont retrouvés jeudi 6 mai devant l'usine Renault du Mans, dans la Sarthe.

Des délégations étaient venues des usines du Mans, de Cléon, de Flins, de Lardy, du Technocentre de Guyancourt, des Fonderies de Bretagne (actuellement en lutte), de GM&S, ou des Fonderies du Poitou. On comptait aussi des délégations des entreprises de la métallurgie de la Sarthe : Souriau, NTN, GKN, Valéo.

Pour la journée, la direction de l'usine du Mans avait mis, la veille, quasiment toute l'usine en chômage technique, preuve qu'elle ne tient pas à ce que les travailleurs se rencontrent, au risque que la contestation se propage.

Les patrons de la filière automobile et de toute la métallurgie sont à l'offensive. Renault lui-même a annoncé 15 000 suppressions d'emplois dans le monde, dont 4 600 en France, et menace directement les usines de Choisy, Flins ou la Fonderie de Bretagne.

La CGT Renault, à l'origine de ce rassemblement, conteste ce démantèlement de la filière et de ses emplois, mais en attribue la responsabilité à une politique de délocalisation de la production vers des usines « où la main-d'œuvre est à bas coût », comme en Chine, en Algérie, au Maroc, en

Turquie, en Roumanie... Poursuivant cette seule logique, elle revendique par exemple « d'importer une partie de la production des véhicules Dacia vendus en France ».

Non seulement il n'est pas vrai que les usines des pays à bas coût produisent à plein, mais proposer ce type d'objectif ne peut que semer la confusion parmi les travailleurs sur la réalité des attaques patronales, et les désarmer moralement.

En Algérie, Maroc, Turquie, Espagne, Russie, Roumanie, ce sont des milliers d'emplois qui sont déjà supprimés ou vont l'être. En

réalité, tous les travailleurs de Renault dans le monde sont menacés et, en reprenant un tel discours, la CGT Renault entre dans le jeu de la direction, qui veut mettre les travailleurs des différentes usines en compétition les uns contre les autres, amenant ceux-ci à se combattre, pendant que Renault comptera les points en continuant ses attaques.

Et puis ce discours de la CGT oublie le fait que, en pressurant les travailleurs partout dans le monde, Renault a engrangé 25 milliards de profit ces dix dernières années et que le groupe a encore plus de

16 milliards de liquidités en caisse ! Tout cet argent suffirait largement à maintenir les emplois et les salaires.

Même si Renault baisse sa production, il veut la maintenir de façon qu'elle continue à dégager suffisamment de profits. En réalité, il est possible de répartir le travail entre tous, en réduisant la charge de travail, ce qui ne serait pas un luxe pour les travailleurs, et en maintenant les salaires de tous. Pour cela, bien sûr, il faudrait prendre sur les profits, mais, comme disent certains travailleurs, « c'est notre peau ou leurs profits ».

**Correspondant LO**



Devant l'usine Renault du Mans.

## PSA – Douvrin : non à la fermeture programmée !

Jeudi 6 mai, à l'appel de la CGT et de la CFDT, plus de 300 personnes se sont rassemblées contre le projet de la direction PSA qui veut arrêter la production de moteurs à l'usine de Douvrin.

Les manifestants voulaient crier leur colère et dénoncer les multiples tentatives de tromperie de la direction. Car, après toutes les fausses nouvelles que PSA avait fait circuler dans

la presse, la vérité finit par apparaître.

Les prises de parole se sont succédé pendant près de deux heures. Des militants locaux de la CGT et de la CFDT, des représentants

des instances CGT, des militants d'autres entreprises, Renault, Toyota, en plus de délégations venues de tous les sites de PSA en France, tous ont témoigné des attaques actuelles des capitalistes. Les témoignages ont permis de mettre aussi en évidence que les raisons de la politique de PSA n'étaient pas la « transition énergétique » comme elle le prétend à Douvrin, mais bien la course aux profits.

Si Tavares, PDG du groupe, fait planer aujourd'hui une menace sur des sites en Italie, en Espagne, en Angleterre, en France, en Pologne ou ailleurs, c'est pour augmenter la productivité et la rentabilité du groupe en voulant mettre les travailleurs en concurrence. Un camarade

a rappelé que PSA a fermé l'usine Opel à Vienne en Autriche, en transférant la fabrication des boîtes de vitesses vers l'usine de PSA de Valenciennes, sans y créer un seul emploi supplémentaire. Il n'y a que la charge de travail sur chaque salarié qui a augmenté.

PSA, qui a annoncé 2,2 milliards de bénéfices sur l'année 2020 malgré un chiffre d'affaires en baisse, continue sa guerre contre tous les salariés du groupe. Tous les prétextes sont bons pour diminuer les effectifs sur tous les sites ou programmer des fermetures d'usine, comme à Douvrin, en augmentant les cadences pour tous ceux qui restent.

À PSA Douvrin, les pro-

messes de reclassements de PSA ne valent rien. La future usine de fabrication de batteries ACC, qui occupera une partie des anciens terrains ou bâtiments, n'emploierait que 200 à 300 salariés fin 2023, sur les 1 500 salariés actuels. Mais il n'y a aucune raison que les autres perdent leur emploi.

Le groupe PSA-FCA, aujourd'hui Stellantis, est riche à milliards. Alors que l'on soit en CDI ou même en sous-traitance, aucun salarié, aucun intérimaire, aucun CDD ne doit perdre son travail ni son salaire. PSA, gavé de subventions et de profits, a largement les moyens de payer et de maintenir tous les emplois et les salaires.

**Correspondant LO**



## Renault – Flins : les pompiers contre une suppression de poste

À l'usine Renault de Flins, dans les Yvelines, les équipes de travailleurs qui assurent la sécurité à l'usine, en particulier la sécurité-incendie, ont débrayé le 4 mai contre une menace de suppression de poste. Ils ont réussi à faire reculer la direction.

Ces agents de sécurité, souvent d'anciens travailleurs des différents secteurs de production, sont répartis

en quatre équipes de six qui se relaient jour et nuit.

La direction a décidé qu'elle pouvait supprimer un poste et répartir le travail sur les autres. Elle a ainsi annoncé à un travailleur qu'elle voulait l'envoyer en formation pour un hypothétique secteur, la Refactory ou remise en état des véhicules d'occasion, censé devenir une activité de l'usine quand

Flins ne produira plus de véhicules.

La tâche de ce travailleur, qui consiste à assurer la maintenance des 3 200 extincteurs des différents bâtiments, aurait dû être effectuée par les autres. À deux ans de la retraite, il n'avait absolument pas envie d'accepter cette prétendue formation, et ses collègues refusaient cette mutation

sans l'accord du travailleur concerné, et le surcroît de travail qui en aurait découlé. L'équipe d'après-midi a donc débrayé le mardi 4 mai, l'équipe de nuit a suivi et la direction a dû se débrouiller pour assurer la surveillance.

Le lendemain, devant la détermination des grévistes, la direction a proposé que le contrôle des extincteurs soit fait par quatre apprentis

bac pro, qui valideraient ainsi une activité Maintenance pour leur diplôme. Elle a ajouté qu'elle proposait au travailleur concerné un autre poste lui convenant. Cela a été fait devant les grévistes réunis, qui ont réclamé aussi le paiement des heures de grève et l'ont aussi en partie obtenu.

**Correspondant LO**

## Travailleurs des restaurants : le patronat recherche ceux qu'il a licenciés

**Après plus de six mois de fermeture, le 19 mai, les restaurants et les bars pourront rouvrir leurs terrasses, s'ils en ont une. Et à partir du 9 juin, ils pourront de nouveau servir en salle.**

Mais à en croire les porte-parole patronaux et gouvernementaux, la reprise du secteur pourrait être compromise... à cause de la pénurie de travailleurs.

Le secteur du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration a été un des secteurs très soutenus financièrement par l'État, mais ce ne sont pas les salariés qui en ont bénéficié. Évidemment, ce ne sont pas non plus les petits bars et restaurants des quartiers ouvriers qui ont reçu l'essentiel des aides. Pour eux, pendant des mois, l'aide de l'État s'est résumée à 1500 euros mensuels. À partir du second confinement et pour empêcher qu'il y ait trop de

faillites, l'État a augmenté ce montant, en fonction des pertes, jusqu'à un plafond de 10 000 euros mensuels. Mais c'était surtout un prétexte pour ouvrir cette subvention plus largement aux grosses chaînes de l'hôtellerie et de la restauration qui ont pu, elles, toucher par un autre calcul jusqu'à 200 000 euros par mois. Pour ces grandes entreprises du secteur, ce n'était qu'une aide financière de plus, venant s'ajouter aux prêts garantis par l'État et à bien d'autres subventions.

Quant aux salariés du secteur, seule une minorité a été payée par le dispositif du chômage partiel. Pour beaucoup de serveurs, de

cuisiniers, de plongeurs ou de femmes de chambre dont le salaire réel est constitué en grande partie de pourboires ou est payé au noir, le montant du chômage partiel était dérisoire et impliquait une baisse de salaire importante. Ils ont donc dû trouver du travail ailleurs. Le « quoi qu'il en coûte » du gouvernement a donc surtout servi à subventionner les grosses chaînes en laissant sur le carreau la majorité des travailleurs.

Aujourd'hui, les organisations patronales du secteur et le gouvernement se plaignent, et voudraient que ces anciens salariés soient de nouveau disponibles au claquement de doigts. Mais leur économie capitaliste ne marche pas comme cela. Des dizaines de milliers de travailleurs ont dû changer de métier pour survivre.

Quand on est travailleur, on n'a pas le choix. Et s'il y a là un gâchis de savoir-faire, c'est cette organisation économique aberrante et ceux qui en profitent qui en sont responsables.

Maintenir tous les emplois du secteur et les salaires réels de tous ces travailleurs, pour leur permettre de continuer à vivre dignement malgré le virus, aurait coûté infiniment

moins cher à la société que les milliards d'euros de subventions à des chaînes capitalistes. Et cela aurait peut-être aussi permis à des petits restaurants de quartier de prendre en charge eux-mêmes la livraison de repas à domicile, sans passer par les Uber Eats et autres grands gagnants du secteur de la vente à emporter.

**Pierre Royan**



MICHELE/URSI

## SNCF – Paris-Saint-Lazare : les conducteurs désormais seuls à bord

**Sur la région SNCF de Paris Saint-Lazare, les trains de banlieue sont quasiment tous EAS (équipement agent seul, ce qui veut dire que le conducteur est seul à bord du train) depuis des décennies.**

Seuls les trains allant jusqu'à Gisors, sur la ligne J, en Normandie, étaient encore accompagnés par un contrôleur. Sur ce trajet de près d'une heure et demie, avec de nombreux passages à niveau, traversant campagnes et forêt, le

contrôleur était essentiel : chargé de donner le départ ; il devait informer les voyageurs, et s'assurer de la fermeture des portes en sécurité ; il était un appui essentiel pour le conducteur en cas de problèmes tels que les accidents à un passage à niveau,

les heurts de gibier et autres problèmes matériels.

La direction de la SNCF vient pourtant de décider de supprimer les postes de la vingtaine de contrôleurs intervenant sur cette ligne. Elle a pris pour cela prétexte de l'arrivée des NAT (nouvelle automotrice Transilien), qui se généralisent un peu partout en Île-de-France. En réalité elle a bien sûr en tête l'approche des

appels d'offres : la ligne J va être la première ouverte à la concurrence, dès 2023.

Pour exploiter la ligne en EAS, les conducteurs ont besoin de pouvoir, depuis leur siège, surveiller la montée et la descente des voyageurs. Il fallait donc investir. Obsédée par les coûts, la direction a choisi le moins cher : de simples miroirs en bout de quai.

Malgré les alertes des conducteurs depuis des mois, qui disaient sur tous les tons qu'on ne voyait absolument rien dans ces miroirs low-cost, la direction est passée en force. Pour elle, peu importe que ces miroirs soient inefficaces : les conducteurs n'ont qu'à se débrouiller en sortant de la cabine pour observer directement le train.

Les risques qu'une main ou un sac se retrouvent coincés dans une porte,

ou qu'un voyageur chute entre le train et le quai sans que le conducteur le voie, sont donc sérieux : sur cette ligne, les brouillards sont fréquents et la visibilité souvent mauvaise.

Par ailleurs, les usagers vont se retrouver encore plus abandonnés : comme partout, la direction a supprimé de nombreux postes d'agents commerciaux ces dernières années et a même le projet de fermer plusieurs gares. Le contrôleur était souvent le seul cheminot avec qui ils pouvaient entrer facilement en contact pour obtenir des informations, ou même acheter un billet.

Une fois de plus, la direction choisit consciemment de faire des économies sur la sécurité des voyageurs, comme sur celle des cheminots.

**Correspondant LO**



## Hilti – Magny-les-Hameaux : un cluster révèle le mépris patronal

**Samedi 24 avril, dans l'entrepôt de l'entreprise internationale d'outillage professionnel Hilti, à Magny-les-Hameaux dans les Yvelines, un travailleur a été testé positif au Covid-19.**

Lundi matin, son chef prévient les autres membres de la plateforme. Le lendemain un autre travailleur s'avère contaminé. Par conséquent, la direction « autorise » les

ouvriers à aller se faire tester sur leurs heures de travail. Mais elle leur impose de revenir à leur poste dans l'attente des résultats ! Inévitablement, le vendredi 30 avril au soir,

ils étaient plusieurs à être contaminés au Covid-19, et ce n'est pas la désinfection des lieux faite ce jour-là qui pouvait empêcher le virus de continuer à circuler. Et en effet, le lundi suivant 3 mai, un nouveau cas positif était déclaré. Ce jour-là seulement, soit une semaine après la découverte du premier cas,

la direction organisait une réunion de crise. Une infirmière arrivée sur les lieux découvrait le lendemain, grâce au test, un autre travailleur contaminé.

Dix travailleurs étaient donc atteints, soit un cinquième de l'effectif. La direction de Hilti, qui dicte ses consignes, en est entièrement responsable. Si des

travailleurs de l'entrepôt et plusieurs membres de leurs familles ont été infectés, c'est du fait de la volonté patronale de continuer la production coûte que coûte, alors qu'il était déjà connu que le virus circulait dans l'entrepôt. De quoi se mettre vraiment en colère.

**Correspondant LO**

# La Poste – Lille : menace de sanction contre un facteur

**Vendredi 7 mai, une cinquantaine de postiers se sont rassemblés à Lille devant les locaux de la direction locale de La Poste. Ils protestent contre la convocation d'un facteur pour un entretien préalable à sanction pouvant aller jusqu'au licenciement.**

Ces derniers temps, entre les réorganisations qui dégradent encore les conditions de travail, la prime qui a été supprimée cette année et les pressions constantes de la hiérarchie, le mécontentement monte chez les postiers. En menaçant un collègue, délégué CGT au comité d'hygiène et

de sécurité, la direction de La Poste cherche à créer un sentiment de peur et à intimider tous ceux qui refusent de baisser la tête.

Une pétition de soutien a circulé, qui a été largement signée par les facteurs du secteur de Lille. La CGT a aussi appelé à un débrayage et un rassemblement pour

réclamer la levée des menaces de licenciement et de sanction. La direction a cherché à dissuader les postiers de signer la pétition et de faire grève, en multipliant les pressions individuelles, les réunions, et en faisant courir des rumeurs sur le facteur menacé.

La quasi-totalité de ceux qui travaillent avec le délégué menacé ont fait grève et sont venus au rassemblement du 7 mai. Cela montrait clairement que, contrairement à ce qu'insinue la direction, il est largement



apprécié et soutenu par ceux qui le connaissent le mieux. Ceux qui étaient venus étaient fiers de cette réaction collective et contents de se retrouver ensemble.

Une délégation a rencontré la direction de La Poste, qui a confirmé la levée de la menace de licenciement. C'est un premier pas, mais il faut maintenant qu'elle

lève toute menace de sanction pouvant aller jusqu'à trois mois de mise à pied. Priver un salarié de trois mois de salaire serait tout aussi inacceptable. La mobilisation va donc continuer dans les jours qui viennent, avec un appel à débrayage et un autre rassemblement le jour de l'entretien.

**Correspondant LO**

# Airbus – Toulouse : des travailleurs relèvent la tête

**Chez Airbus Aviation à Toulouse un débrayage a eu lieu lundi 3 mai durant toute la matinée à l'initiative d'une équipe de peintres. C'est la manifestation du mécontentement causé par les mesures prises par la direction, qui s'amplifient avec la crise sanitaire.**

La liste est longue des attaques contre les salaires et les horaires de travail. La dernière mesure ressentie comme une provocation est l'annonce d'une prime de participation d'un montant de... 2,09 euros. D'un côté la direction parle d'un avenir incertain dans le secteur aéronautique, mais de l'autre elle annonce près de 400 millions d'euros

de bénéfices au premier trimestre.

Le débrayage est parti d'une vingtaine d'ouvriers d'une salle de peinture, animé par des militants CGT. Ce groupe a réussi à entraîner des travailleurs de petits services à proximité de leur secteur, mais à leur arrivée dans les halls des chaînes de montage ils se sont retrouvés face à des militants

du syndicat majoritaire FO, venus appuyer l'encadrement pour empêcher les autres ouvriers de débrayer. Le cortège, qui avait atteint une soixantaine d'ouvriers, se déplaçait dans les ateliers en scandant des slogans appelant les autres à les rallier, au son de trompes comme celles employées pendant les matches.

Les chefs et les syndicalistes FO ont réussi à intimider les équipes sur les chaînes pour les empêcher de rejoindre le débrayage. Même ceux qui partagent le mécontentement de l'équipe qui a débrayé ont été pris

par surprise : d'une part par le débrayage lui-même, d'autre part par la détermination de l'encadrement et des syndicalistes FO à les empêcher de rejoindre le mouvement.

Le débrayage s'est terminé devant le bâtiment de la direction où trois porte-parole ont été reçus. Malgré la déception de n'avoir pas pu entraîner plus de monde avec eux, ceux qui ont débrayé sont fiers de ce qu'ils ont fait : fiers d'avoir manifesté de cette manière la colère que l'immense majorité des travailleurs de l'usine ressent sans trouver encore

les moyens de l'exprimer collectivement. Fiers d'avoir défié la direction d'un groupe qui se croit tout permis pour permettre aux actionnaires de continuer à profiter de leur travail quelle que soit la situation.

Ce débrayage, ainsi que la grève menée la semaine précédente pour une augmentation de 100 euros des salaires par quelques dizaines de salariés d'un autre site toulousain, Airbus Defence and Space, sont un début de réaction des travailleurs face à ce qu'ils subissent.

**Correspondant LO**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),**

**membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2021.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal. .... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
contact@lutte-ouvriere.org

**Vidéos**  
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

**Audio-LO**  
www.lutte-ouvriere-audio.org

# Algérie : crise sociale et réaction des travailleurs

**En Algérie, les travailleurs de nombreux secteurs confrontés à l'effondrement de leur pouvoir d'achat sont entrés en lutte pour défendre leur droit à l'existence.**

Ces grèves interviennent dans un contexte de crise politique ouverte depuis le déclenchement du Hirak, le puissant mouvement populaire qui en 2019 avait conduit à la démission de Bouteflika.

Toutes les tentatives de l'actuel président, Abdelmadjid Tebboune, pour faire taire la contestation et trouver une issue à la crise politique se révèlent être un échec. Après le camouflet subi lors du référendum sur la Constitution, les élections législatives anticipées qui auront lieu le 12 juin, présentées comme un gage d'une « Algérie nouvelle »,

semblent massivement rejetées. La libération de détenus d'opinion et la prétendue volonté de dialogue du gouvernement n'ont pas non plus empêché la reprise des marches hebdomadaires du hirak, après un an de suspension pour cause de pandémie.

Si leur persistance malgré la répression exprime la détermination des « hirakistes », l'ampleur des marches s'est cependant considérablement réduite. L'espoir de changement suscité par le mouvement a débouché sur une certaine désillusion. Les forces politiques qui agissent en son

sein, des démocrates du PAD aux islamistes du Rachad, affirment toutes vouloir dégager le « système » et construire une « Algérie libre et démocratique », mais sont en fait respectueuses d'un ordre social qui écrase la population. Elles sont indifférentes aux luttes des travailleurs qui tentent d'imposer leurs droits syndicaux et qui luttent pour leur survie.

Officiellement, au moins 500 000 travailleurs auraient perdu leur emploi en 2020, sans qu'aucune allocation vienne compenser la perte de salaire. Avec la flambée des prix et la dévaluation du dinar d'un quart de sa valeur, le pouvoir d'achat s'est effondré. Près de la moitié des onze

millions de travailleurs gagnent moins de 30 000 dinars (175 euros) et beaucoup gagnent bien moins.

Aussi, dans le secteur public, les luttes pour les salaires se sont multipliées durant le mois de ramadan. Employés communaux, personnel de santé, personnel de l'éducation, de la Poste, des impôts et pompiers... ne se résignent pas à faire les frais d'une crise qui les pousse inexorablement vers la misère. Le journal *El Watan* rapporte les propos d'un employé communal en grève, payé 18 000 dinars (85 euros) et qui n'a pas vu la revalorisation de 2 000 dinars promise par Tebboune. Ses collègues embauchés dans le cadre d'un dispositif d'insertion sont payés entre 5 400 DA et 11 000 DA. « Que puis-je acheter pour mes enfants avec cette misère de 5 400 DA ? » dit l'un d'entre eux.

Parties de la base ou à l'initiative de syndicats locaux, ces grèves se sont propagées malgré les directions syndicales, dont les travailleurs se méfient, en particulier celle de l'UGTA qui est un fidèle soutien du pouvoir.

C'est hors du cadre syndical que la grève des enseignants s'est étendue, comme la très populaire grève de la protection civile. Les pompiers n'ont cessé d'être sur le front, avec la pandémie, la

multiplication des incendies et les inondations, et ils ont dit qu'ils en ont assez de gagner un salaire de base inférieur au salaire minimum, pour des semaines qui dépassent les 40 heures. Excédés de ne pas toucher les primes qu'on leur doit, de devoir travailler 80 heures de plus gratuitement, ils ont bravé l'interdiction de manifester qui leur est faite, se heurtant aux forces de répression.

Face à cette effervescence sociale, le pouvoir a suspendu 230 pompiers, en les accusant de « complot contre le pays ». L'armée est même sortie de sa relative réserve. Dans les colonnes de sa revue, *El Djeich*, elle a estimé que « la multiplication des mouvements de grève et de protestation observés ces derniers jours sur la scène nationale vise à provoquer la rue et à généraliser le chaos afin de faire échec aux prochaines élections législatives ». Les protestataires sont accusés de trahison et d'être poussés « par des partis hostiles à l'Algérie ».

Des menaces de guerre civile sont ainsi brandies, afin de créer un climat de peur et de tenter d'éteindre l'incendie social qui couve. Elles ne suffiront peut-être pas à l'empêcher de s'étendre.

Leila Wahda



Grève des soignants.

## Élections régionales : la liste de Lutte ouvrière en Nouvelle-Aquitaine

**La liste Lutte ouvrière en Nouvelle-Aquitaine regroupe 207 candidats qui, à l'image du monde du travail, subissent le chômage, le chômage partiel, le confinement, avec toutes les difficultés des familles populaires, ou le travail « quoi qu'il en coûte », y compris dans des conditions sanitaires précaires.**

Dans la région, la faillite du système de santé est palpable. Les hôpitaux de la région sont tous en tension. Cela n'empêche pas les autorités sanitaires et gouvernementales de poursuivre les réorganisations et les suppressions de lits et de services. Ainsi l'hôpital militaire Robert-Picqué, ouvert au public, qui a accueilli nombre de malades du Covid en provenance d'autres régions, doit disparaître, fusionnant avec une clinique privée. Le ministre Vèran a par ailleurs confirmé début avril que l'hôpital Saint-Avril allait être transformé en un « plateau de consultations médicales ». Le service des urgences ainsi que la médecine de pointe doivent disparaître. Environ

800 lits, sur 3 000 dans les hôpitaux publics de Bordeaux, doivent être supprimés sur dix ans, sans même compter les lits perdus de Robert-Picqué.

La crise, c'est aussi la crise économique. Pour maintenir leurs profits, Airbus et Dassault, les principaux donneurs d'ordres dans l'aéronautique, dont les actionnaires ont accumulé des fortunes pendant des années, réorganisent leur filière aux dépens des travailleurs. Ils ont reçu des milliards d'aides de l'État. Et le conseil régional a fait la seule chose qu'il sait faire, en rajoutant des millions. Mais, pour des milliers de travailleurs, c'est le chômage. Selon l'Insee, 2 500 emplois ont disparu en Nouvelle-Aquitaine

en un an dans ce secteur. Et c'est sans compter nombre de prestataires et d'intérimaires.

L'offensive patronale ne s'arrête pas à l'aéronautique. Aux Fonderies du Poitou, 600 emplois sont menacés. Liberty, le propriétaire actuel, a pourtant touché un prêt garanti de 18 millions, une somme qui était censée payer les salaires mais qui s'est volatilisée suite à la

faillite de la banque partenaire. Ces millions ne sont certainement pas perdus pour tout le monde, tant les prêts garantis par l'État ont surtout garanti les profits des grands capitalistes, des grands margoulin comme des moins grands, dont la fortune a même augmenté en une année de crise.

S'il y a moins de travail, qu'on le répartisse entre tous, qu'on prenne sur les

profits accumulés par les actionnaires pour payer à tous un salaire ! Les travailleurs devront exproprier les capitalistes et prendre en main les rênes de la société pour la faire fonctionner dans l'intérêt de tous. La liste Lutte ouvrière en Nouvelle-Aquitaine sera là pour faire entendre ce programme lors des élections régionales.

Correspondant LO

